



Gala de soutien à Radio-Libertaire et au « Monde libertaire »
11 novembre - 20 h 30 - Mutualité - avec Jean Sommer, Font et Val (dans leur nouveau spectacle)

T2137-461-6,00 F

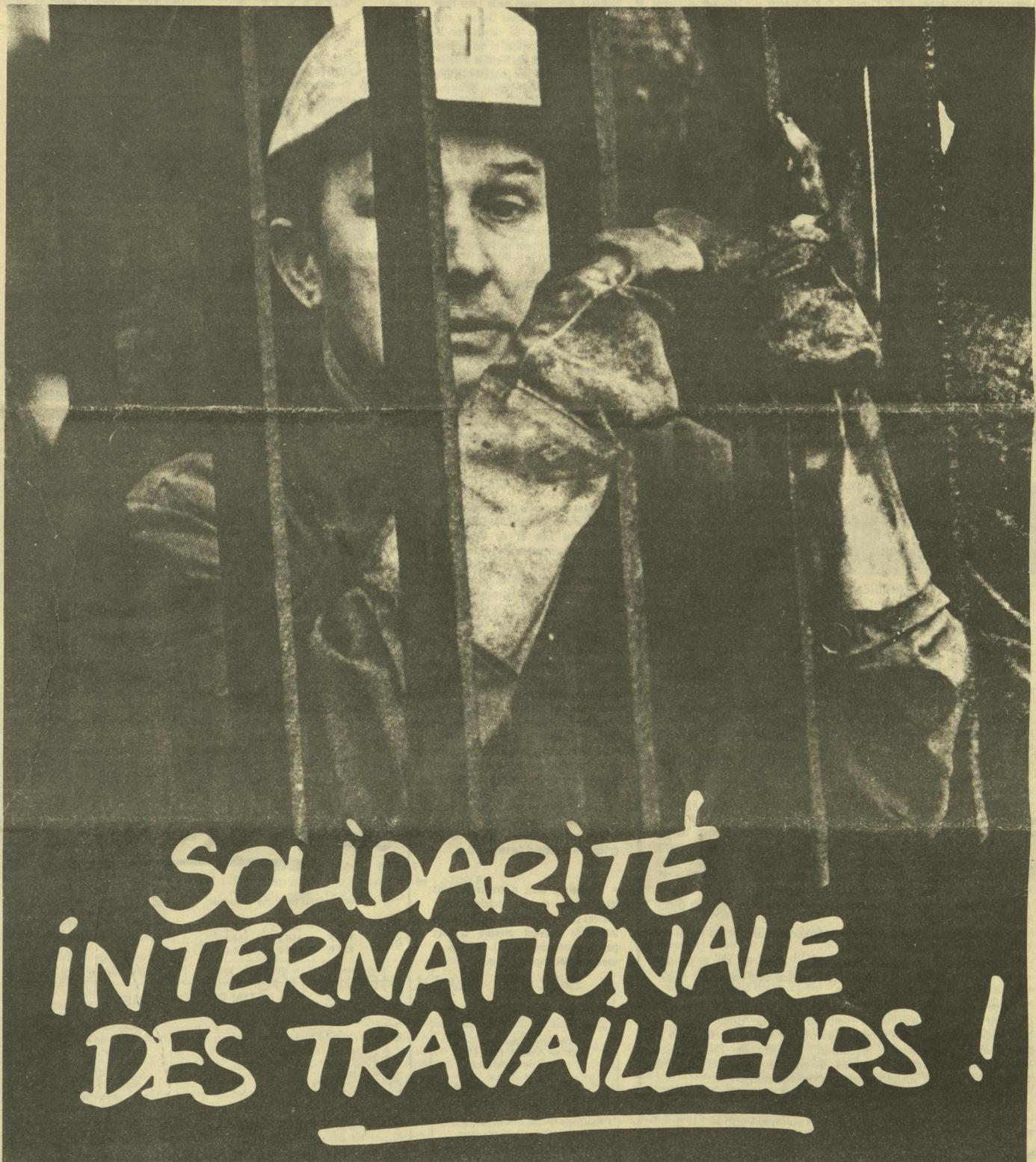
ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 461 JEUDI 11 NOVEMBRE 1982 6,00 F



**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
DES TRAVAILLEURS !**

Fp. 2520

Affiches en vente à Publico

Libérons Roger Noël (Relations internationales) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Autogestion (groupe Malatesta) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Les élections ne changeront rien. Ne comptons que sur nous-mêmes (groupe d'Angers) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Occupez-vous de vos affaires (autogestion) (groupe Jacob) : 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Un rendez-vous avec l'anarchisme (groupe Jacob) : 0,95 F au-dessous de 100 exemplaires ; 0,90 F entre 100 et 500 exemplaires ; 0,85 F au-dessus de 500 exemplaires.

Unité ouvrière vers la grève insurrectionnelle et autogestionnaire (groupe Kropotkine) : 2 F l'unité ; 1 F à partir de 10 exemplaires.

Que personne ne décide à notre place (groupe de Montreuil) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Autogestion (groupe Fresnes-Antony) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Le pouvoir est tranquille, sa machine électorale il l'a construite lui-même (groupe Sacco-Vanzetti) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Voter c'est abdiquer (groupe de Marseille) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Libérons les ondes (secrétariat de Radio-Libertaire) : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires.

Lisez le « Monde libertaire hebdo » 12 pages (administration) : 5 F l'unité, 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Nouvelle adresse 145, rue Amelot (administration) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Bandeaux :

Lisez « Le Monde libertaire » : 0,15 F.

Ecoutez Radio-Libertaire : 0,15 F.

Les frais de port sont inclus dans ces tarifs.

Antenne numéro 3, le bulletin de la liaison ORTF de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

La Commune libertaire numéro 12, feuille éditée par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Vous pouvez vous la procurer à Publico ou au local du groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Quelques ventes du M.L.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE :

Le groupe Jacob tient ses ventes du *Monde libertaire* au métro Place d'Italie (sortie V. Auréli) dans le 13^e, le jeudi, de 17 h à 19 h et à Saint-Michel, chaque deuxième samedi du mois.

Le groupe libertaire de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* tous les mercredis à la gare de Versailles-Chantiers, de 17 h 30 à 18 h 30, et tous les dimanches au marché principal de Versailles (sous le « Printemps »), de 10 h à 13 h. Une table de vente des brochures éditées par les groupes de la FA est proposée chaque dimanche au marché. Pour tout contact, n'hésitez pas à nous écrire : boîte postale 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

Ventes du M.L. à Orsay-Bures tous les dimanches matin au marché des Ullis, de 10 h 30 à 11 h 30.

PROVINCE :

Le groupe Région toulonnaise assure une vente du ML ainsi que la tenue d'une table de presse les dimanches matin au marché aux puces de Toulon (La Valette).

La liaison F.A. de Béziers assure chaque vendredi, de 15 h à 18 h, la vente du ML ainsi que des brochures, livres, affiches..., sur les allées Paul Riquet à Béziers.

Vente du ML par le groupe d'Aubenas, lors de la table de presse, le samedi matin, de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas.

Vente du ML à Chartres, le premier dimanche du mois sur le marché.

Le groupe de Beauvais effectue une vente du ML le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché, place des Halles, à Beauvais.

Les points de vente du groupe « Elysée Reclus » à Angers ont lieu : le lundi soir, à 18 h 45 au R.U. de Belle Beille ; le mercredi midi devant le lycée Chevrolier ; le vendredi soir à la permanence du groupe ; le samedi, à partir de 11 h, place Louis-Imbach, marché aux puces, devant l'annexe de la Bourse du travail (table de vente de livres en même temps).

Le groupe anarchiste de Noyon assure ses ventes les samedis de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Noyon.

Le groupe « Albert Camus » de Toulouse vend le ML tous les dimanches place Saint-Sernin, de 10 h 30 à 12 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe libertaire de Moulins vient de réaliser un montage sonore intitulé : *Le Mouvement libertaire dans l'Allier du début du siècle*. Avec notamment les voix de : madame Souchon, fille de l'écrivain-paysan Emile Guillaumin ; monsieur Dubost, militant libertaire de cette époque ; monsieur Paul, vieux libre-penseur qui apporte son témoignage.

Dans cette cassette vous trouverez aussi des textes d'affiches et de journaux, les biographies de militants libertaires, une chanson de la Libre Pensée interprétée par Louis Dubost ; une fiche des autorités de tutelle sur le mouvement, l'organisation et les actions du groupe libertaire de Moulins à cette époque, la relation des militants locaux avec le mouvement national, l'implantation de ce courant dans le monde syndical, tant ouvrier que paysan.

Cette cassette, présentée sous forme d'une conversation, n'en est que plus attrayante (durée d'enregistrement : environ une heure).

Elle peut être commandée à « Association pour une culture libertaire », BP 49, 03400 Yzeure, en joignant un chèque ou un virement postal de 50 F (port compris) au nom de l'association.

Le groupe A. Camus de Toulouse demande aux libertaires du Sud-Ouest intéressés par les actions de la FA d'envoyer leurs coordonnées aux RI afin de pouvoir les inviter à une réunion d'information qui se tiendra à Toulouse.

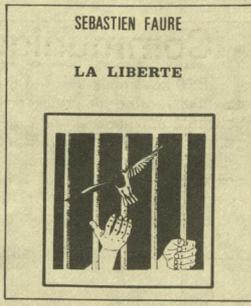
Les compagnons de la région du Haut-Doubs intéressés par la propagande libertaire peuvent écrire aux RI qui transmettront à la nouvelle liaison.

Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valenciennes demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des RI.

Dans la Somme, le mouvement anarchiste n'est actif que dans une grande ville : Amiens. De nombreux groupes ou liaisons doivent se créer dans tout le département, ou du moins dans chaque ville importante. Dans cet esprit, une liaison « Est de la Somme » vient de se créer dans le but de créer et de coordonner une activité libertaire autour des villes Péronne et Roisel. Anarchistes, libertaires et sympathisants de cette région, prenez contact avec la liaison par l'intermédiaire des Relations intérieures de la F.A. ou du groupe anarchiste d'Amiens (FA).

Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste a réédité *La Liberté* de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 9 F l'unité.



Poster édité par le groupe Bakounine, en deux couleurs : noir et rouge. Format : 45 x 62. Prix : 10 F l'unité ou 7 F à partir de 10 exemplaires. Commandes à adresser à ADIL, groupe M. Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex (chèques à l'ordre de ADIL). En vente à Publico.

LIBERONS LES ONDES



RADIO LIBERTAIRE
89,5 MHz
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Affiche de Radio-Libertaire. Prix : 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires. 5 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel continuent leur série de cours de formation. Ils se tiendront au 72, avenue Félix-Faure (Paris-15^e), à 20 h. Les thèmes abordés seront :
- *L'outil révolutionnaire*, le mardi 16 novembre ;
- *L'organisation de la société future*, le mardi 23 novembre, à 20 h.

Soutenez Le Monde Libertaire
Souscrivez

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes FA	PAGE 6 Transports publics et gratuité Frais de transport
PAGE 3 En bref Amis lecteurs Editorial Le bleu de travail...	PAGE 7 La Pologne PAGE 8 L'Espagne au présent Les ayatollahs espagnols
PAGE 4 A brousse-poil Saunier-Séité dans l'Oise Pour que vive Radio-Libertaire Galabert égale Holleaux	PAGE 9 Informations internationales PAGE 10 Bakounine vu par Malatesta PAGE 11 Livres, invités de R.-L....
PAGE 5 L'armée, école de la veulerie Foire de mort	PAGE 12 Après la foire aux illusions... Mauroy blues

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tel. 805 34 08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 500 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Résabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Reglement en espèces au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• **Prisons**, mensuel d'expression des enfermés, est paru. On en est au numéro 9. Tous les sujets touchant le monde carcéral y sont traités : médecine pénitentiaire, information sur les prisons, les détenus, les problèmes liés à la juridiction pénitentiaire, la grève en prison. Pour tout renseignement : Prisons, 4, rue Gauguin, 91600 Savigny-sur-Orge. Tél. 905.08.00. CCP 33 679 82 R La Source.

• Le procès de Didier Moreau et de Anne Laforgue est repoussé au 7 décembre à 14 h. Ces deux docteurs devaient passer en procès le 13 octobre 1982 pour non-paiement de leurs cotisations à l'Ordre des médecins. En effet, l'Ordre des médecins les a assignés en justice pour non-paiement à leur ordre. Dans leur communiqué, Anne et Didier revendiquent ce fait en déclarant que l'Ordre des médecins, créé sous Vichy, s'est toujours opposé à toute pratique sociale (refus des conventions avec la Sécurité sociale, refus des centres de santé, refus de l'information sur la contraception et refus de l'avortement, etc.). Donc, le 7 décembre 1982, au Tribunal de Poissy.

• La Coordination antimilitariste s'est réunie les 30 et 31 octobre à Lyon. Dans un communiqué, elle dénonce la politique militariste du gouvernement qui, « en se cachant derrière des promesses démagogiques, continue l'extension de la militarisation de la société ». Une prochaine rencontre nationale aura lieu dans le courant du mois de mars, suivi d'un camping au cours de l'été 1983.

• Michel Maze, préposé aux PTT à Paris-VIII (voir ML 460) a été réintégré à son poste après sa victoire face à l'administration (levée des sanctions disciplinaires à son encontre), après cinq jours de grève de la faim.

• Une réunion ouverte aux lecteurs de la revue de débat syndical *Résister* se tiendra le samedi 13 et dimanche 14 novembre 1982, au local de l'École émancipée, 8, impasse Crozatier, Paris-12^e (métro : Ledru-Rollin).

• Au 6 novembre 1982, Claude Sigala (directeur du Coral) et Jean-Noël Bardy (éducateur) étaient toujours incarcérés (depuis le 18 octobre 82) à la Santé, sous les inculpations d'attentat à la pudeur sans contrainte sur mineur de 15 ans et d'incitation de mineurs à la débauche ! Leurs avocats ont déposé une nouvelle demande de mise en liberté (ils ont demandé également une confrontation avec Jean-Claude Krief qui revient sur ses accusations et avoue avoir été manipulé).

• Le comité de soutien au Coral appelle à une journée de réflexion (autonomie de l'enfant, rapports enfant/éducateur, etc.) devant le Palais de justice de Paris, le mercredi 17 novembre à 15 h. Cette journée sera marquée par un rassemblement non violent.

• Pascal Dubois, objecteur-insoumis, passera en procès le 17 novembre à 14 h au tribunal de grande instance d'Avesnes-sur-Helpe. C'est le premier antimilitariste sous le régime de Mitterrand. Un seul changement, l'objecteur n'est plus jugé sur son lieu d'habitation. Aujourd'hui, pour briser le soutien, le procès se fait sur le lieu d'affectation. Pascal habite Villejuif (tribunal de grande instance de Créteil), il sera jugé près de Fourmies. Entraide.

Communiqué de presse

Le 10 novembre 1982, en Pologne, doit avoir lieu une journée d'envergure nationale. En effet, la direction clandestine de Solidarité appelle à la grève générale pour commémorer l'enregistrement en 1980 du syndicat indépendant.

La Fédération anarchiste se solidarise avec les militants de Solidarność et souhaite que l'ensemble de la population soutienne et appuie cette nouvelle manifestation en Pologne qui risque d'être sérieusement réprimée par la dictature marxiste.

Fédération anarchiste

AMIS LECTEURS

Le mois de novembre nous a apporté quelques problèmes supplémentaires avec le déblocage des prix. En effet, nous devons nous attendre à des augmentations de 10% du montant des fournitures et des services : papier, impression, diffusion, etc., ce qui ne fera qu'aggraver notre déficit d'autant. De difficile, notre situation risque de devenir intenable si vous ne restez pas à nos côtés pour soutenir les finances du *Monde libertaire hebdo*.

Nous savons que le déblocage ne touchera qu'infinitement moins les salaires (3% en moyenne) et que nos possibilités vont diminuer. Nous espérons cependant que votre volonté se maintiendra sinon le pris du numéro. Ce sont vos souscriptions qui nous permettront de résister à cette augmentation des tarifs, donc du coût de fabrication de notre journal. *Le Monde libertaire* ne survit que grâce à vos dons, aux bénéfices réalisés par la librairie sur les ventes de livres et de disques ou aux galas organisés grâce à la participation d'artistes qui nous soutiennent par leur prestation.

Amis lecteurs, nous nous retrouverons donc à Paris, salle de la Mutualité, le 11 novembre 1982, avec Jean Sommer, Font et Val. Pour ce gala du 11 novembre, nous renouons avec une tradition déjà vieille qui a permis à *Libertaire*, puis au *Monde libertaire*, et enfin au *Monde libertaire hebdo* d'exister, et de garder ainsi notre presse bien vivante. A cette occasion, nous pourrions nous souvenir des artisans ayant apporté leur pierre au mur de l'anarchie, en permettant ces galas, artistes et militants dont certains nous ont quittés.

Salut et révolution sociale.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

Souscriptions

et virements automatiques

Virements automatiques :

SELLIN Pascal 20 F, CORDELET Didier 30 F, Gr. d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Gr. Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD Jean-Pierre 30 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. Sacco-Vanzetti 350 F, Gr. du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, SANCHEZ-BOLUFER José 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Gr. Malatesta 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de Béziers 50 F, BOUZENDROFFER 10 F, Gr. Houilles-Sartrouville 150 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. Louise-Michel 150 F, ESCOUBERT Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Gr. de Bobigny 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN Jean-Charles et Nadine 100 F, BERRAUD Jean-Pierre 100 F.

Total des souscriptions : 8 307 F.

Total des virements automatiques : 4 570 F.

Total du mois : 12 877 F.

Communiqué de presse

La Fédération anarchiste se solidarise entièrement avec Claude Sigala, directeur du Coral, et Jean-Noël Bardy, éducateur, toujours incarcérés depuis le 18 octobre 1982.

La Fédération anarchiste dénonce le rôle joué par une certaine presse qui, sous couvert d'information spectaculaire, a complètement nié l'aspect constructif et positif du Coral et, par extension, de l'ensemble des « lieux de vie ».

La Fédération anarchiste demande la libération immédiate et inconditionnelle des responsables et des éducateurs inculpés, et la levée de toutes les poursuites.

Fédération anarchiste

Editorial

S' IL est une constante du mouvement ouvrier qui a marqué profondément les militants et fortement influencé les diverses formes d'organisation qu'ont eu à donner les travailleurs, c'est bien cette perpétuelle tentative de « transgresser » les frontières culturelles et géographiques.

De la nécessité vitale de s'organiser internationalement afin de parer au plus pressé, c'est-à-dire afin d'éviter l'embauche d'ouvriers étrangers sous-payés, les travailleurs de la première moitié du XIX^e siècle ont très vite compris qu'il fallait développer la solidarité internationale seule susceptible de faire reculer la guerre et l'exploitation hideuse du capitalisme naissant.

Parler à notre époque de solidarité internationale s'inscrit dans la démarche historique des ouvriers de Nottingham, fileurs de coton, en grève pour la journée de huit heures, envoyant en 1825 à leurs confrères français de Saint-Quentin leur cahier de revendications et leur tactique de grève ! S'il est vrai de nos jours que sur le plan matériel les conditions d'existence des ouvriers européens ont malgré tout bien changé, et qu'en particulier les journées de travail exténuantes, une sous-alimentation chronique, des conditions d'habitat lamentables ne sont plus, en règle générale qu'un mauvais souvenir, il est en revanche une forme d'aliénation banalisée, « confortabilisée » qui assure parfaitement la pérennité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Une certaine forme de confort matériel résultant, faut-il le rappeler, du sacrifice de générations entières de travailleurs. Ceux qui à l'âge de 20 ans en paraissaient 40, ceux qui de nos jours ont la malchance de naître dans un pays du Tiers-Monde, ceux pour qui le communisme et le fascisme font régner des régimes de terreur, ceux qui ont l'outrecuidance de penser que le salariat est la négation de toute forme de dignité humaine ! Pour tous ceux-là, même si les deux premières Internationales ont sombré lamentablement, même si l'aide accordée à l'Espagne de 1936 n'a pas su correspondre à la gravité de la situation, même si pour le moment nous sommes incapables de faire naître un grand courant de solidarité ouvrière envers le Tiers-Monde, même si, coincée par le découpage de Yalta, la situation des peuples semble stratifiée, nous, anarchistes, savons bien que par le biais de l'internationalisme, nous seront un jour en mesure de mettre à bas l'édifice économique qui nous exploite.

un service régulier et pratique
L'ABONNEMENTLE BLEU DE TRAVAIL
ET LE GOUPILLON

Il est toujours instructif de lire la prose de gens tels que Maire, Rosenvallon, Julliard et autres apôtres du syndicalisme chrétien.

La période actuelle n'a jamais eu d'égale : la propagation de ces « ténias du socialisme » coule à flot dans la presse, surtout celle de gauche.

Il faut dire que les temps s'y prêtent particulièrement : la crise du capitalisme et la situation qui en découle pour les salariés sont du pain béni pour ceux qui en prennent prétexte et prônent plus ou moins ouvertement la réconciliation des classes au sein d'un Etat juste et protecteur.

Le numéro 937 du *Nouvel Observateur* nous offre une excellente illustration du discours des cléricaux et la mort de Pierre Mendès-France est l'occasion pour Edmond Maire d'écrire : « Alors que les militants [de Reconstruction, minorité de la CFTC] retrouvaient les racines du mouvement ouvrier et s'imprégnaient des traditions du syndicalisme révolutionnaire... les pièges de l'anarcho-syndicalisme ou de l'apolitisme menaçaient les militants syndicalistes, Pierre

Mendès-France a réhabilité l'idée même de la politique. »

En plus des contradictions, Edmond Maire commet un pieux mensonge, classique dans la bouche des sociaux-chrétiens : « Ainsi, depuis trente ans, pour la CFDT, Mendès a représenté l'aile gauche, comme je crois nous représentons pour lui l'autre syndicalisme. » Il doit oublier que la CFDT est née en 1964 !

Mais ce n'est pas tout. Le couplet final vaut son pesant de goupillons : « La rigueur n'est pas un recul, elle est la condition du progrès dans la justice sociale. Le militant n'est pas un semeur d'illusions, il est un pédagogue et un bâtisseur. L'action syndicale et l'action politique ne sauraient se confondre, mais elles peuvent s'enrichir mutuellement si, en commun, elles reposent sur le fondement irremplaçable que constitue une démarche de vérité. »

Quand vous saurez que c'est la CFDT qui a traduit le terme autogestion en « socialisme démocratique », vous aurez tout vu. N'attendons pas de voir plus : le néo-corporatisme se porte bien.

Groupe Fresnes-Antony



à rebrousse-poil

Krazu, roi des contorsionnistes...

La dialectique, c'est pas de la tarte. Et il faut avoir un sérieux entraînement pour se livrer à un exercice de haute voltige comme celui que Krasucki a exécuté l'autre soir au-dessus des ondes d'Europe 1.

Pour le secrétaire de la CGT — nous résumons — les travailleurs ne peuvent se comporter de la même manière face à un gouvernement de droite qui pratique, c'est normal, une politique de droite et avec un gouvernement de gauche, même si celui-ci conduit manifestement une politique toute aussi droite. Entre les deux cas de figures, notre devoir est, paraît-il, de choisir résolument le second. Les avantages sont évidents. Le gouvernement de droite fait sa sale politique sans rien demander à personne, alors que le gouvernement de gauche consulte à tour de bras.

« Nous tenons compte du fait que nous avons un interlocuteur », souligne Krasucki. Il aime ça un gouvernement qui cause, et ça lui suffit presque.

Comme il y a tout de même de la grogne et de la rogne dans les rangs, le secrétaire confédéral a tenu à préciser : « Si nous étions passifs, les travailleurs ne nous comprendraient pas et ils auraient raison. Si nous étions outranciers, ils seraient inquiets et ils auraient raison aussi. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre, nous avons la fermeté voulue. »

Une fermeté un peu ramollie, en somme. Mais qu'est-ce qu'il est donc, ce Krasu, un souple dur ? Ou un dur assoupli ? A moins qu'il ne soit tout simplement... confondant !

S.B.

Saunier-Séité dans l'Oise

C E mois d'octobre, notre département a eu droit à une conférence d'Alice Saunier-Séité, ancien ministre des Universités de Giscard. Les seigneurs RPR et UDF de l'Oise ont écouté avec plaisir ce triste personnage déverser un flot de propos haineux ; ainsi, la corporation des instituteurs fut traitée de monstrueuse !

Que de mépris pour des travailleurs exerçant un métier difficile, dans des conditions ne cessant de se dégrader à l'intérieur d'une école où les contradictions deviennent de plus en plus aiguës, cela pour un salaire tout juste décent, et pourtant avec le souci permanent de donner aux enfants le meilleur d'eux-mêmes.

Et le plus grave est que la presse locale a très largement exposé le « point de vue » de cette dame, faisant ainsi beaucoup de publicité à des propos qui n'en mériteraient vraiment pas tant ! Cette remarque est d'ailleurs tout aussi juste pour la presse audio-visuelle.

Pourtant, est-il juste de faire tant de publicité à de si sinistres personnages ? Est-il juste de consacrer tant de place à ces politiciens, véritables parasites si féconds quand il s'agit de mépriser les autres, ou même lancer des appels à se serrer la ceinture, mais beaucoup moins prêts à se mettre eux-mêmes au travail ? Est-il juste de consacrer une telle place aux propos haineux de Saunier-Séité quand les travailleurs ont si peu souvent l'occasion de parler des problèmes qu'ils rencontrent dans leur travail, leurs espoirs et leurs luttes aussi ?...

Voilà pourquoi la nécessité de défendre et même de renforcer une presse libre, tels *Le Monde libertaire* et *Radio-Libertaire*, est de plus en plus à l'ordre du jour !

Enfin, après avoir, au cours de cette même réunion, réaffirmé leur volonté de « casser » la FEN, ces messieurs sont, dès le lendemain, descendus dans la rue pour réclamer la liberté syndicale... en Pologne, bien sûr !

Certains ne manquent pas d'air. Mais, chacun le sait, le ridicule ne tue pas ! Mais de grâce, ne peuvent-ils cesser de salir l'image de Solidarność avec leur hypocrisie !

Comment oublier que les représentants de la droite sont tout à fait disqualifiés ? Les résultats de leur politique ne leur laisse que le droit de se taire ! Mais, répéter cela n'enlève rien aux responsabilités de la gauche. L'arrogance de la droite s'appuie en fait sur l'incapacité du gouvernement socialo-communiste à respecter ses engagements, même les plus modestes. La rentrée scolaire dernière a été catastrophique, Mitterrand se refusant de donner à l'Education nationale de nouveaux moyens ce qui, pourtant, n'aurait rien eu de révolutionnaire. Oui, aujourd'hui, si certains font le jeu de la « droite » — injure si souvent lancée aux militants libertaires par ces mêmes gens de gauche — force est bien de constater que ce sont les politiciens de gauche eux-mêmes !

Quant à nous, militants de la Fédération anarchiste, ayant depuis longtemps perdu confiance en toutes ces institutions parasites, nous nous attacherons à ne faire ni le jeu de la droite ni celui de la gauche ! Mais plutôt celui de la révolution sociale, en sachant bien que seul le vrai changement possible, ce seront les travailleurs qui en seront les acteurs. Aujourd'hui, comme toujours, seules les luttes payent !

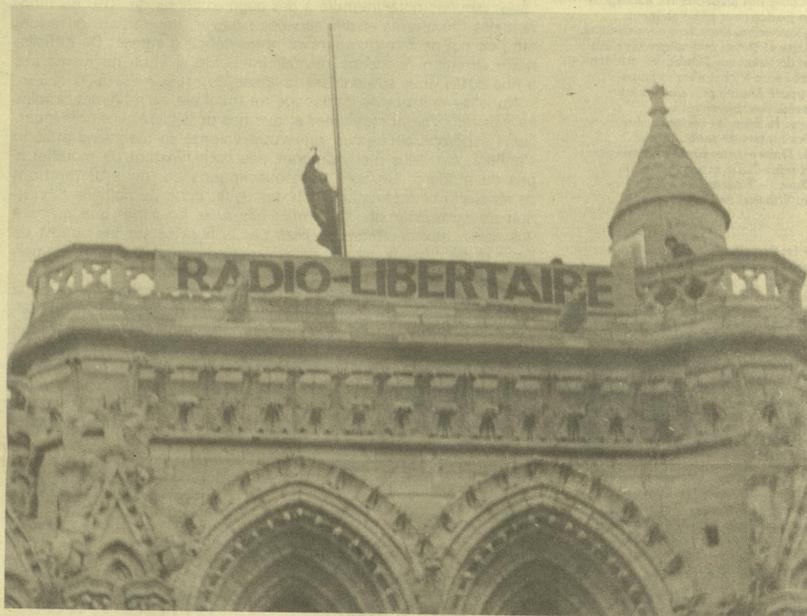
Jean-Michel
(liaison F.A. Noyon)

Pour que Radio-Libertaire vive !

D ANS le cadre des actions prévues pour populariser et défendre l'existence de Radio-Libertaire (89,5 MHz), sept militants de la Fédération anarchiste, animateurs de la station, ont occupé pacifiquement, samedi 6 novembre, pendant deux heures, une des tours de Notre-Dame-de-Paris. Délégés par les forces de police, nos camarades ont été conduits au commissariat du 4^e arrondissement et, après un contrôle d'identité, ils ont été relâchés dans la matinée.

La Fédération anarchiste proteste contre cette entrave à la liberté d'expression qui va dans le même sens que le refus du gouvernement d'accorder le droit d'émettre à Radio-Libertaire.

Fédération anarchiste



Galabert égale Holleaux

S UR le front des radios libres parisiennes, la situation est toujours (au moment où ces lignes sont écrites) aussi calme et ubuesque. Ubuesque car le paradoxe continue : des stations non dérogées émettent et des stations dérogées n'émettent pas ! Calme, car les pouvoirs publics diffèrent de quinzaine en quinzaine leur prise de décisions et ne réussissent qu'une chose : mécontenter tout le monde !

Quelles sont les dernières nouvelles ? La commission Galabert (ce monsieur ayant remplacé comme président de la commission d'attribution des fréquences le célèbre M. Holleaux devenu PDG de FR3) s'est réunie officiellement pour la première fois, depuis la création de la Haute Autorité de l'audio-visuel, le mercredi 27 octobre 1982. De toute la presse, seul *Le Figaro* semble avoir donné de cette réunion un compte rendu complet et fidèle.

On y apprend que, contrairement aux affirmations officielles optimistes, la guerre continue de faire rage dans les regroupements fabriqués artificiellement le 23 juillet. En effet, dans le cadre de cet article, on découvre que la plupart de ces mariages sont confirmés, mais ces confirmations sont assorties de clauses croustillantes : « sous condition que... », « sous réserve que... », « malgré l'échec de... », « malgré un désaccord interne sur... », etc. Sur dix-huit regroupements, il n'y a pas moins de onze con-

testations ! C'est dire si la situation est claire !

Claire, elle l'est parfaitement pour Radio-Libertaire. Lisons ensemble la teneur du communiqué de la commission Galabert, d'après l'article du *Figaro* : « Dans un souci de pluralisme, la commission estime toujours souhaitable de donner si possible une fréquence aux radios politiques, Radio-Libertaire et Radio-Solidarité (proche de l'opposition). »

Donc, pour Radio-Libertaire, pas de regroupement suggéré, pas de dérogation prévue, mais souhaitée !... Tout est dans la nuance.

Il y a longtemps que nous sommes passés du souhait à la réalité (Radio-Libertaire vient de franchir le cap de quatorze mois d'émissions). C'est ça le résultat concret de l'action directe et de la volonté militante. Nous allons bien voir si un gouvernement socialiste-communiste-radical va essayer de faire taire « la voix sans maître ».

Si le père Balzac était parmi nous, son Rastignac 1982 proclamerait du haut de Paris : « Etat français, à nous deux ! », et il viendrait faire la fête avec nous le 11 novembre à la Mutualité.

Pour le secrétariat de R.-L.
Yves



L'ARMÉE, C'EST L'ÉCOLE DE LA VEULERIE !

POUR ceux qui doutent encore de la solidité de nos arguments antimilitaristes, et plus particulièrement de nos arguments contre le service national, vaste entreprise (coûteuse) d'abrutissement, de soumission de l'individu mâle navigant entre 18 et 22 ans, vous pouvez faire une expérience radicale (et gratuite) pour vous convaincre que les anarchistes ne racontent pas n'importe quoi. Non, il ne s'agit pas d'aller passer un an dans une caserne... (ce serait absolument ridicule !). Il suffit d'aller quelques heures le dimanche soir à la gare de l'Est ou à celle de Montparnasse. Ce n'est pas compliqué : écoutez, observez les centaines de jeunes bidasses qui traînent les savates en attendant leur train qui les ramènera à la caserne. Essayez d'engager le dialogue avec eux... Après, que ceux qui ont tenu le choc viennent nous dire : « Ouais, les anars, vous grossissez la réalité, vous présentez des caricatures de militaires, vous êtes trop excessifs dans vos jugements, etc. ».

Une légende veut que, pour calmer les ardeurs printanières des bidasses, du bromure soit mélangé au café dans les cantines des casernes... Après une heure passée gare de l'Est, on se prend à souhaiter que ce soit du cyanure qu'on leur fasse avaler !

Écoutez-les ! Tout y passe... La phalocratie la plus odieuse, le racisme, l'alcoolisme, la violence (faut bien s'affirmer devant les petits copains moins baraqués, même si l'on est aussi fort qu'eux en reptation devant le plus petit galon !), etc.

Libertad écrivait : « L'armée est dressée face à nous-mêmes, face à notre Moi ! » Où est passée la personnalité, l'individualité de ces jeunes aux cheveux ras ? Comment peuvent-ils accepter d'échanger leur identité contre cette personnalité fabriquée de mâle-viril-Homme (avec un grand H) ? Surtout qu'en

fait de mâles-virils-et-tout, ils semblent vivre dans un perpétuel état de terreur : terreur de rater leur train, terreur de prendre leur billet (on a vu un gars se liquéfier littéralement sur le quai lorsqu'il s'est rendu compte qu'il avait paumé son ticket de train. Quel pouvoir peut avoir un si petit bout de papier !), terreur d'oublier de saluer un de ces grands qui rôdent, arrogants, dans la gare, etc.

Alors, faut bien compenser, n'est-ce pas ? Faut une soupe sinon, en un an de service, ce serait de la sélection naturelle ! On les ramasserait à la petite cuillère, les pauvres biquets !...

La moindre fille qui passe déclenche une tempête de sifflets, de hurlements, de « à poil » et autres plaisanteries fines bien de chez nous... On est des hommes, merde ! Les kiosques à journaux, prévoyants, étalent un choix impressionnant de bouquins de culs et autres magazines-du-con-moderne... Ceux qui sont accompagnés à la gare par leur petite copine rigolent un peu jaune : « Faut les comprendre, quoi, c'est pas méchant !... », et si d'aventure la petite copine sert de cible aux

joyeux soudards, ben elle sourit gentiment, presque en s'excusant... Elle « comprend »... Elle a été conditionnée, elle aussi, ou quoi ? C'est la même nana qu'a peur d'aller à Barbès... des fois que...

L'employé du guichet, qu'à l'air si efféminé, fait se tortiller de rire nos chers pioupiou : « T'es mignonne, toi ! », « Pédale, gonzesse ». Vraiment, l'humour est de règle...

En parlant de règles, justement, un aviateur gueule à qui veut l'entendre que sa copine avait les siennes et qu'il a passé un week-end très déprimant... Encore un homme, lui, un vrai...

Quant aux « bougnoules » qui attendent, impassibles, que leur train soit affiché au panneau : « Faut pas qu'y me cherchent, parce que je vais les faire remonter dans leurs cocotiers, vite fait, avec mon pied au cul ! »

Et celui qui voudrait s'amuser à calculer le nombre de bières (merci monsieur Kronenbourg !) vidées en un quart d'heure tomberait très vite, victime d'une méningite...

Bande de cons..., de tristes cons... Dans vingt ans, ils au-

ront réalisé leur rêve : un pavillon avec des petits nains en céramique dans la pelouse, une voiture (le dernier modèle), un berger allemand et une épouse fidèle... Graine de braves gens... Graine de « légitime défense », aussi.

Evidemment, il est possible d'engager la conversation avec les bidasses (ceux qui sont en général à l'écart des groupes bruyants et qui boivent du jus d'orange). A part un seul, qui m'a envoyé promener en me traitant de « bolcho », les autres n'ont qu'un seul argument, qui revient en leitmotiv : « On est bien obligé d'y aller ! Y'a rien à faire d'autre. T'es un utopiste, toi ! ». A noter qu'un nombre absolument négligeable déclare : « Faut bien défendre le pays ! ». La majorité n'y pense pas (tes brochures racontent des conneries, Hernu !), et nombreux sont ceux qui pensent que « si ça ne tenait qu'à eux, évidemment, ils n'iraient pas perdre un an ».

Mais justement, ça ne tient qu'à vous, ça ne tient qu'à nous de refuser ça ! J'entends déjà les petits camarades gauchistes : « Ouais, mais si tu supprimes le service national,

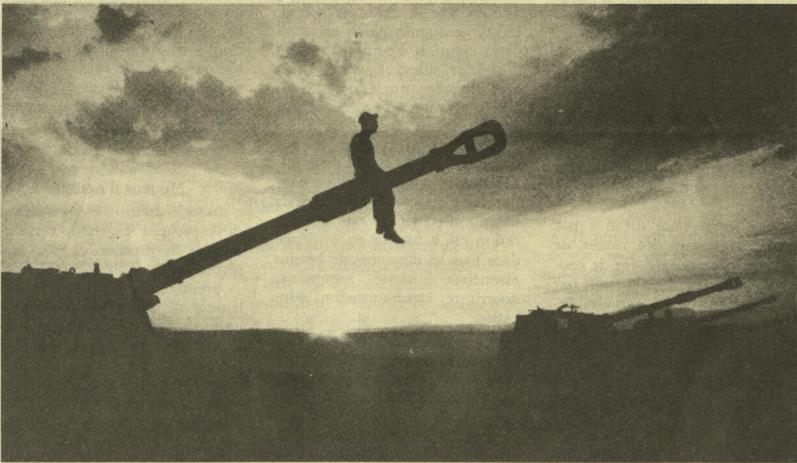
c'est la porte ouverte à l'armée de métier, c'est Pinochet ! », et alors ? Croyez-vous sincèrement que le service national joue un quelconque rôle de protection de la communauté ? Pensez-vous que l'armée française n'est pas une armée de métier ? Les atrocités de la guerre d'Algérie n'ont-elles pas été commises, souvent, par des bidasses, par des appelés ? Ils auraient le droit de violer, de piller, de massacrer, de torturer impunément, crimes qui, dans le civil, les auraient amenés en cour d'Assises ?

Le rôle du service national, c'est bien d'enseigner la veulerie, la soumission, l'obéissance, la crainte de l'autorité, le respect du chef (si dur, mais adoré des hommes), le mépris de la femme, la haine du différent (sans compter l'alcoolisme, pour éponger les excédents de production vinicole ?).

Le rôle de l'armée, c'est avant tout de former des citoyens, des électeurs, des qui-ne-posedent-pas-de-questions, des qui pensent que les patrons ont toujours existé et que ça ne peut pas changer, des qui voient dans la femme qu'un « trou à baiser », des qui sont devenus des hommes (je bois, je bande, donc je suis un homme !), des qui s'abonnent à *Historia* pour connaître l'histoire de France et qui ont tous les disques de Sardou et de Julio Iglesias, puisqu'on leur a dit dans le poste qu'il fallait les avoir, des qui trouvent qu'on ferait bien d'aller casser la gueule aux émirs qui ont encore augmenté le pétrole, des qui croient encore que les rouges vont leur piquer leur maisons Phénix et leur Renault poire, des qui trouvent que quand même on est en République, des qui sont persuadés que des flics il en faut, des qui... Assez !

L'armée n'est pas l'école du crime. Elle est le crime ! Et c'est ce crime qu'il faut abattre, car tant que l'armée sera debout, la révolution sociale restera un vœu pieux !

Gilbert
(groupe Libertad)



FOIRE DE MORT...

« Si la guerre ne tuait que des militaires, elle serait un bienfait. » (Jacques Prévert).

SI la parole du poète nous réjouit, nous libertaires, elle nous oblige aussi à penser que, derrière le militaire, se cache le travailleur ou le compagnon, en bref, le « civil ». Ces jours derniers, la télévision nous a abreuvés de ces discours discordants si chers aux jardiniers de la rose. Dimanche soir, des « odes » à la paix et, mardi soir, au journal de TF1, un cantique à l'Exocet et autres engins de mort. Car c'était le jour de l'ouverture du salon de l'armement nautique et, comme vous le savez tous, en ce moment notre missile est la vedette du marché de la mort rapide. Une seule de ces merveilles de la technologie vous envoie un destroyer au fond de l'eau. L'équipage, me direz-vous ? Le présentateur n'en a pas entendu parler, Hernu non plus. Pendant dix minutes, nous avons vu, à 20 h 20, une saloperie qui a dû faire jurer tous les collectionneurs d'émotions fortes, tous les voyeurs qui prennent leur pied aux images d'explosions et de départ de fusées (éjaculation), mais qui se foutent comme de leur première MAS 36 de savoir sur qui ces derrières atterriront. Moi peut-être, encore un peu trop utopiste, comme on dit, je voyais en surimpression les images de gosses de Sabra et Chatila ou ces terribles images qui nous restent de ces hommes mourant de froid dans l'eau glacée de la mer du Nord que j'avais vus dans je ne sais plus quel film, mais qui me reviennent chaque fois que je monte sur un bateau.

Mais tout cela, nous disent nos économistes socialistes, c'est de la sentimentalité, car il y a l'économie, le chômage, la monnaie, et alors là, dans ces concepts abstraits, on est drôlement efficace. Pensez donc, 95% de nos ventes d'armes sont destinées aux Arabes, et cela couvre une bonne partie de nos importations de pétrole. Des chiffres, nous pourrions en citer aussi, nous libertaires, mais ils sont un peu moins triomphalistes : 7,5% des armements dits conventionnels incombent au Tiers-Monde ; 25 millions d'hommes en armes dans le monde, 15 millions dans les pays les plus pauvres. Chaque soldat coûte à l'Inde 22 300 F par an, 80 000 à l'Argentine, 45 000 F à la Tanzanie, 12 000 F au Bangladesh. Ce dernier pays, l'un des plus pauvres du monde, a 85 000 soldats pour 7 000 médecins, mais a le triste record de la mortalité infantile par malnutrition. Sur 126 pays du Tiers-Monde, 56 sont directement sous régime militaire.

Cette énumération suffira, je pense, pour montrer que lorsque nous, anarchistes, manions les chiffres (pas les mêmes que les vôtres), nous pouvons être crédibles.

L'économie, nous la connaissons, nous lutons chaque jour sur ce terrain comme sur d'autres, mais nous refusons de nous laisser piéger par ce discours de technocrates. Pour nous, un char cela sert à tuer ou à empêcher les travailleurs de tous les pays de lutter pour leur émancipation, et cela, messieurs les socialistes, comme vos prédécesseurs, vous n'en tenez aucun compte. Ensuite, vous viendrez encore vous prétendre les héritiers de Jaurès. « Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? », chantaient Jacques

Brel. Vous savez maintenant la réponse, vous êtes au pouvoir. On vous voit beaucoup moins dans les organisations antimilitaristes où vous étiez envahissants à la fin du septennat précédent. C'est vrai que maintenant l'armée est proche de la population et que les gamins vont visiter les casernes et faire joujou avec les bidasses ! Vous êtes des marchands de mort, comme disait Pierre Vidal-Naquet, et cela malgré toutes vos promesses. Ne deviez-vous pas arrêter le commerce (pas seulement d'armes) avec les pays ne respectant pas les droits de l'homme, alors qu'aujourd'hui des contrats mirifiques sont passés avec l'URSS, l'Afrique du Sud, Cuba, etc. ? Il est vrai que c'était avant d'être confrontés au vrai pouvoir, que vous avez maintenant. L'enfer est pavé de bonnes intentions, celui que vous nous préparez aussi !

Nous, anarchistes, continueront donc inlassablement notre propagande antimilitariste, pour le désarmement. Nous rappellerons sur nos lieux de travail que les syndicats devraient suivre l'exemple des dockers CGT qui ont toujours refusé de charger les armes, bravant la répression (et la subissant) pendant la guerre d'Algérie. L'armée est le bourreau des peuples partout et dans tous les pays. Il y aura toujours, ne vous en désolez, des voix libres et anarchistes pour le crier, et cela même si vous utilisez la répression contre nos radios ou nous-mêmes. Méditez, vous qui faites de la real-politik, ces mots de Louise Michel dont vous osez vous attribuer la descendance : « Tout pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste. »

Jean-Claude BARRETTE

TRANSPORTS PUBLICS ET GRATUITÉ

UNE vieille histoire que cette gratuité des transports ! Les précédentes luttes se sont surtout attachées à mettre en évidence les avantages sociaux d'une telle réforme (suppression des classes, accès facilité pour les personnes handicapées...). L'association TGV (Transport gratuit des voyageurs) s'engage dans une étude économique au début de l'année 1982.

Les idées de base reposent sur la suppression des charges de contrôle et de billetterie : une économie de quelques milliards de francs. La gratuité représente pour la collectivité une facture apparente de vingt milliards de francs. Ce coût peut sembler excessif aux yeux du contribuable.

Intérêts économiques

Cependant, selon une source officielle, le tarif zéro entraînera un transfert de 15% du trafic individuel vers le collectif. Le premier intérêt de cet attrait réside en une diminution sensible du prix du kilomètre-voyageur des transports en commun (0,21 F au lieu de 0,35 actuellement).

Le second, plus probant, est lié aux économies dues à la diminution du trafic individuel. En plus du coût d'usage et des charges de construction et d'entretien de la voirie, les coûts sociaux de la circulation individuelle (accidents, pollution, bruit, consommation d'espace, parking, congestion...) pèsent lourdement sur le budget collectif. Pour l'année 81, le coût social de l'automobile a dépassé quatre cents milliards de francs, si bien que le transfert cité ci-dessus représente, grâce à la décongestion, une économie monétaire dépassant les soixante-dix milliards de francs (le travail de la population active pendant plus d'une semaine) et une économie de temps de 2,8 milliards d'heures.

Rappelons la facture de la gratuité des transports : vingt milliards de francs. Pour le seul exemple des accidents de la route (coût : 74 milliards de francs en 1981), ce transfert aurait permis de couvrir plus de la moitié de la facture et d'éviter deux mille morts et quelque cinquante mille blessés ou infirmes.

Globalement, les économies représentent trois à quatre fois le coût apparent de la gratuité des transports.

Même en tenant compte des frais de reconversion du personnel de billetterie-contrôle et d'une amélioration qualitative et quantitative des services, le surplus d'économies réalisables serait encore suffisant pour combler quelques « trous » budgétaires de la Sécurité sociale (6,6 milliards en 81) et autres Assedic (12 milliards de francs en 81).

La gratuité généralisée d'accès aux transports publics est donc une réforme d'intérêt général, et nous pouvons émettre quelques doutes quant à la compétence de nos ministres ! D'autant que plusieurs centres urbains ont mis en place des services de transports gratuits dont le succès et la rentabilité ne sont plus à démontrer.



Les objections

Est-il possible de justifier ce refus par l'insuffisance d'infrastructures de transports collectifs ? Le faible taux d'occupation — 30% sur l'ensemble du réseau et seulement 18% en région parisienne — permet un report important. Le problème de saturation aux heures de pointe peut-être résolu :

- sur les grandes lignes par une augmentation du nombre de véhicules ;

- sur les réseaux urbains par un allongement des rames de métro et l'aménagement de couloirs d'autobus, mais surtout par un étalement de ces périodes critiques (horaire libre, réduction du temps de travail et du nombre de journées ouvrées...).

Si ce n'est le manque d'infrastructure, peut-on imaginer que le problème du chômage est cause de refus ? Il faut savoir que si un salarié doit travailler une journée pour faire 150 kilomètres en voiture, deux heures lui suffiront pour faire le même trajet en transports en commun. D'où une alternative à déterminer : soit nous choisissons la voiture et nous acceptons de cautionner la société de gaspillage qui assure le plein emploi de la population active, soit nous préférons subventionner les transports en commun, en veillant aux intérêts de la collectivité, c'est-à-dire offrir le même niveau de consommation avec un travail humain minimum. Il serait aberrant de continuer à privilégier l'usage de la voiture particulière sous le prétexte que la tôle froissée aide au développement de l'industrie automobile que chaque année les trois cent mille victimes des accidents de la route maintiennent l'emploi dans le secteur médical, que les douze mille morts évitent aux pompes funèbres une crise liée à l'augmentation de l'espérance de vie.

Révolution économique

Nombre d'économistes bien-pensants voient dans l'augmentation du taux de croissance une lutte efficace contre le chômage,

mais la production est toujours en retard sur le potentiel de productivité de notre technologie, si bien que le chômage est en constante augmentation en dépit de la création d'emplois inutiles (publicité, flics...), voire nuisibles (armée, nucléaire...). Le monde change plus vite que nos pensées !

Sur ce simple exemple des transports, il est facile de montrer que la gestion publique n'est pas faite au mieux des intérêts de la collectivité. Cette constatation est à mettre en évidence dans tous les domaines de besoins essentiels : santé, logement, nourriture, communication, éducation...

Alors qu'il serait plus rationnel de limiter notre production à notre consommation et notre consommation à nos réels besoins : consommer pour vivre et non vivre pour consommer, nous constatons aujourd'hui le schéma inverse.

La gestion des services publics ne sera efficace que par la décentralisation des prises de décisions et la participation individuelle, pour que chacun participe à la gestion et bénéficie des bienfaits de la société.

Il est difficile d'admettre que la prospérité économique conduite à un programme d'austérité. La richesse collective, c'est-à-dire l'ensemble des revenus distribués, doit correspondre à la somme des produits et des services proposés. Or, la production ne cesse de croître pendant que la participation humaine nécessaire à cette production diminue grâce au développement technologique. Si bien qu'il devient de plus en plus évident que le salaire n'est plus en rapport avec le travail humain, mais correspond au pouvoir d'achat des biens de consommation produits.

Dès aujourd'hui, certains revenus sont dissociés d'un quelconque travail. C'est le cas des allocations familiales ou des allocations de logement, des assurances chômage ou maladie, des congés payés ou de formation, des bourses d'études, des pen-

sions de retraite ou d'invalidité, etc.

Si bien que la doctrine religieuse et bourgeoise « Tu gagnes ton pain à la sueur de ton front » tend à disparaître et avec elle la notion de salaire. La revendication en faveur de l'abolition du salariat, réalité économique, se confirme de jour en jour.

Moyens d'action

Actuellement, il est important de reprendre en main certains moyens de pression et certaines revendications :

- prendre conscience personnellement de son rôle de gestionnaire de la société comme consommateur ou usager, comme producteur (regard sur l'utilité, la qualité, la quantité, la distribution des produits) ;

- s'interroger sur la cohérence de l'actuel prélèvement des charges sociales. Outre que ce système immoral pénalise l'individu

sur sa participation à la société (tout comme l'impôt), alors qu'il devrait faire payer le consommateur en fonction de l'utilité des produits acquis, il pénalise également les entreprises à faible taux de productivité (SNCF, RATP, sidérurgie, textile...). En pratique, imposons que les charges sociales soient non plus prélevées en fonction de la masse salariale distribuée, mais sur le taux de profit des entreprises ;

- mettre au panier les slogans caduques des syndicats et des partis politiques qui revendiquent le « plein emploi », cautionnant ainsi, pour les grands intérêts de la classe capitaliste, la création de postes inutiles. La juste revendication de l'être humain est le « plein revenu » ;

- adapter le droit de grève aux conditions actuelles. On constate en effet que l'arrêt de travail, moyen d'action traditionnel, n'est plus vraiment efficace lorsqu'il gêne plus l'usager que le patronat. En revanche, un conflit de la SNCF qui permet aux usagers de se déplacer librement sans acquitter le prix des titres de transport, aboutit rapidement à la satisfaction des employés d'une part grâce au soutien populaire, d'autre part et surtout parce que le système se trouve saisi à la base même de sa raison d'être : le profit. La grève de gratuité offre une voie nouvelle vers la décentralisation des décisions, vers une participation des producteurs et des consommateurs à la gestion sociale de leur planète ;

- défendre, en tant qu'usagers, nos intérêts légitimes afin d'obtenir le contrôle des tarifs et de la gestion des entreprises. Le boycott des produits et la grève des paiements des services publics sont d'efficaces moyens pour faire entendre nos revendications.

Dans le domaine des transports, le tarif zéro est pour la collectivité le tarif le plus rentable ; les grévistes du titre de transport refuseront donc d'être assimilés à des « fraudeurs ».

C.G.

DU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT

À l'INSI, à partir du premier novembre 1982, ceux de la région parisienne qui iront travailler en utilisant les transports en commun se verront rembourser 40% de leurs frais de transports au lieu des 23 F mensuels habituels. Les autres, nada ! C'est une grande loi sociale qui permettra de développer les transports en commun (sic) et incitera les travailleurs à laisser leur voiture au parking.

J'ai fait un petit sondage dans l'école de grande banlieue où je travaille. Nous sommes douze enseignants : huit (66,66 %) habitent la commune et viennent à pied et quatre (33,33 %) n'habitent pas la commune. L'un d'entre eux prend sa voiture pour rejoindre la gare et utilise une carte orange deux zones (100 F) ; les trois autres (25%) habitent entre six et dix kilomètres de l'école et viennent en voiture. S'ils prenaient le train, il leur faudrait passer par... Paris (situé à cinquante kilomètres).

En conséquence, onze enseignants (91,66%) vont perdre 23 F, soit (23 F x 11) 253 F. Un enseignant (8,33%) va gagner 17 F (40% de la carte orange à 100 F : 40 F ; il touchait déjà 23 F : 40 - 23 = 17 F). Résultat : un gain de 236 F pour l'employeur, présentement l'Etat !

Faites aussi ce petit sondage là où vous travaillez pour voir qui est gagnant grâce à cette nouvelle loi sociale.

Autre problème posé par ce pseudo-remboursement : l'intérêt de l'employeur ne sera-t-il pas d'embaucher ceux qui habitent le plus près du lieu de travail ? Et si l'on habitait là où l'on travaille, ce serait le pied, non ? Comme à l'armée, quoi ?

Jean-Pierre BERRAUD

SOLIDARITÉ AVEC LA POLOGNE

QUELLE joie dans le monde si, emporté par la fureur populaire, le gouvernement polonais ne pouvait fêter le premier anniversaire du coup de force du 13 décembre.

Dans les rues de Paris, sous la neige, ce dimanche 13 décembre 81, les militants de la Fédération anarchiste étaient présents, et en nombre, pour crier leur indignation et voir leurs idées confirmées par les faits : le totalitarisme de l'Est ne pouvait accepter de voir se lever un syndicalisme qui ne soit pas à la botte du parti et de l'Etat.

L'indépendance de Solidarność vis-à-vis de l'Eglise reste bien moins nette. Ainsi, les scènes de prières collectives dans l'usine Lénine de Gdansk ne peuvent que faire naître la consternation. Pour les anarchistes, la liberté est incompatible avec le maintien d'une caste de parasites, prêtres, moines. Comme le disait Bakounine, « l'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines, elle est la négation la plus décisive de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique ». L'Eglise polonaise a joué et continue de jouer un double jeu, négociant sous le manteau, appelant à la modération. Des religieux se placent du côté des exploités en fournissant des lieux de réunion, des cachettes pour les imprimeries clandestines. Mais peu importe qu'ils soient plus ou moins sincères, car penser que l'Eglise peut être un instrument contre l'Etat est du même tonneau que l'analyse marxiste de l'Etat prolétarien, instrument de la classe ouvrière pour appliquer sa dictature sur la bourgeoisie. Espérons que les travailleurs polonais, à l'épreuve des faits, s'émanciperont de la tutelle ecclésiastique. Car l'adéquation entre les moyens et la finalité — une

société libre et égalitaire — est absolument nécessaire.

Pour reprendre d'autres propos de Bakounine qui peuvent s'adapter au peuple polonais : « Enfermé dans sa vie comme un prisonnier dans sa prison, sans horizon, sans issue, sans avenir même si l'on en croit les économistes, le peuple devrait avoir l'âme singulièrement étroite et l'instinct aplati des bourgeois pour ne point éprouver le besoin de s'en sortir, mais pour cela il n'a que trois moyens, dont deux fantastiques, et le troisième réel. Les deux premiers, c'est le cabaret et l'Eglise, la débauche du corps ou la débauche de l'esprit ; le troisième, c'est la révolution sociale. »

Cette révolution sociale, la plupart des syndicalistes de Solidarność ne pouvaient pas la faire, empêtrés dans l'espoir de grignoter quelques réformes par-ci par-là. Loin de nous l'idée de dédaigner les accords de Gdansk, la reconnaissance de Solidarność, le premier syndicat libre dans un pays communiste, mais, là-bas comme ici, toute concession repose sur un rapport de forces. Et il était trop tard quand ils s'aperçurent que ces modestes acquis étaient déjà trop importants pour le voisin moscovite. Celui-ci ne peut — pour sa survie économique et surtout pour sa propre légitimité en URSS, laisser se développer le moindre espace de liberté chez ses satellites.

L'impérialisme économique de l'URSS a d'ailleurs du mal à s'exercer actuellement en Pologne, le bilan actuel de l'économie socialiste polonaise n'étant guère positif.

Dans les usines militarisées, la production est bien en-dessous des normes prévues, les contrôleurs militaires ne peuvent guère augmenter la productivité quand manquent les pièces détachées et les matières premières. Si le travail dans les mines a produit

des résultats quantitatifs, des échos de Silésie indiquent que seules les bonnes veines sont exploitées, et encore, au mépris des conditions élémentaires de sécurité.

En accordant des aménagements pour le règlement des dettes contractées par le gouvernement polonais, la sollicitude des banques occidentales envers le fascisme rouge est touchante. Peut-être s'agit-il de solidarité de classe ?

Les sursauts périodiques de la classe ouvrière polonaise réveillent l'opinion publique occidentale, quelque peu, mais si peu. Les réunions des comités de soutien à Solidarność sont de moins en moins suivies quand ils résistent aux assauts gauchistes qui tentent de noyer le poisson, en les transformant en comités de soutien aux futurs Cuba. S'installant dans la routine, les parrainages d'internés polonais par ville ou par branche professionnelle se poursuivent, avec l'envoi de lettres, de colis (aide alimentaire, médicaments, vêtements), avec cependant des difficultés pour réunir les fonds nécessaires. Une petite goutte humanitaire, mais qui a le mérite de briser le linceul qui s'installe lentement sur le peuple polonais. On doit cependant le répéter, une des solidarités — peut-être pas la plus marquante mais peut-être la plus efficace en fait — est la lutte sur notre propre sol pour la révolution sociale, contre le libéralisme économique et le fascisme, qu'il soit rouge ou brun.

Vu les délais de parution du *Monde libertaire*, il ne nous est pas possible de commenter les répercussions de l'ordre de grève lancé par Solidarność pour le 10 novembre. Mais quoi qu'il en soit, les travailleurs polonais en lutte contre la dictature marxiste de Jaruzelski et contre les sermons soporifiques de l'Eglise sont assurés de notre solidarité.

Groupe Fresnes-Antony

Des syndicats autogérés et indépendants

LE 8 octobre 1982, la Diète polonaise mettait fin à l'existence légale de Solidarność, rendant ainsi caducs les accords de Gdansk d'août 80, et l'enregistrement par le tribunal de Varsovie d'un syndicat de dix millions de membres, le 10 novembre 80.

Le Parlement polonais instituait également les normes pour la création de nouveaux syndicats autogérés et indépendants. Elles sont inspirées du modèle soviétique (contrôlé par l'Etat) et de la conception des militaires brésiliens et argentins (syndicat d'entreprise).

Jusqu'à la fin 1983, seuls seront autorisés les syndicats d'entreprise, sans aucun lien légal, même au niveau local. Une seule structure syndicale par entreprise. Les projets de statuts devront préalablement être soumis aux autorités et comporter l'engagement de respecter la Constitution, la propriété de l'Etat sur les moyens de production, le système socialiste et les alliances internationales de la Pologne, le rôle dirigeant du POUP dans l'édification du socialisme. Le pouvoir polonais, désireux de rayer de l'histoire officielle et de la tête des Polonais le nom même de Soli-

darność, interdit que le sigle de ces « syndicats » comporte autre chose que leur localisation géographique et l'activité de l'entreprise. Seules des fédérations de branches professionnelles pourront se constituer, au mieux à partir de 1984, et une confédération unique n'aura le droit à l'existence qu'en 1985.

Dans cet Etat ouvrier, la loi proclame le droit de grève, mais... excepté pour les fonctionnaires, les enseignants, les travailleurs de la radio-télévision, des transports internationaux des hôpitaux, de la distribution alimentaire, de l'énergie.

Pour les autres, la grève ne pourra intervenir qu'après une longue procédure d'arbitrage où les représentants des autorités seront majoritaires. Il ne pourra être utilisé ni pour des motifs « politiques » ni pour des actions de solidarité avec d'autres entreprises. Les piquets de grève sont interdits. De plus, le Parlement se réserve le droit de suspendre le droit de grève pour « la période nécessaire » dans « des situations exceptionnelles justifiées par un état critique de l'économie ».

Notons en passant que l'Etat français a, lui aussi, dans ses tiroirs les moyens légaux pour

interdire les grèves, ne serait-ce que les ordonnances de 59 militarisant les travailleurs.

Les tribunaux polonais peuvent obliger les syndicats à changer de dirigeants, annuler à tout moment l'enregistrement d'un syndicat « s'il s'adonne à des activités contraires aux intérêts de la République populaire de Pologne ». Toute organisation d'une grève illégale sera punie d'un an de prison ou d'une amende de l'ordre de dix mois du salaire minimum.

La Commission provisoire de coordination du NSZZ Solidarność a appelé dès la parution de cette loi au boycott des « syndicats du WRON », en soulignant que Solidarność ne pourrait être dissous que par la volonté de ses membres. Elle a également lancé un appel à une grève de protestation pour le 10 novembre. Si le gouvernement a rayé d'un trait de plume Solidarité, il n'en va pas de même de la combativité et de l'espoir qu'elle avait fait naître, les grèves spontanées des chantiers navals de Gdansk les 11, 12 et 13 novembre en sont une illustration.

Groupe Fresnes-Antony

COMMUNIQUÉ

NOUS venons d'apprendre la date du procès de Roger Noël. Il aura lieu les 22 et 23 novembre 1982. Rappelons que pour avoir livré un émetteur FM à Radio-Solidarność à Varsovie, il risque jusqu'à 13 ans de prison.

La Fédération anarchiste, solidaire de cet « anarchiste sympathisant de Solidarność », vous appelle à le soutenir largement et exige sa libération immédiate.

Vous pouvez lui écrire dans sa prison de Motokow (rue Rakowiecka) à Varsovie ou demander un visa pour la Pologne avec cette mention : « pour assister au procès de Roger Noël ».

Fédération anarchiste

Evénements depuis le 13 décembre

• **Après le 13 décembre** : dans la nuit du 12 au 13 décembre, le Conseil militaire du salut national (WRON) prend le pouvoir. Du 13 au 30 décembre sont internés et arrêtés quelque sept mille personnes.

• **Janvier 82** : le 25 janvier, la Diète confirme le décret du Conseil d'Etat sur l'instauration de l'état de guerre.

• **Février 82** : dès le début du mois ont eu lieu de nombreux procès de personnes accusées de mener une activité syndicale.

• **Mars 82** : le 19 mars, jour anniversaire des événements de Bydgoszcz, plusieurs grandes entreprises de la ville arrêtent le travail à midi pendant 15 minutes, les drapeaux de Solidarité sont accrochés.

• **Avril 82** : le 22 avril, la Commission provisoire de coordination (Direction clandestine de Solidarność) est créée alors que le WRON tente en vain de créer des « Commissions d'autogestion des travailleurs ».

• **Mai 82** : à l'occasion de la fête du 1^{er} mai, après un léger fléchissement de la politique du gouvernement (remise en liberté de mille internés), les internements reprennent ainsi que de violentes manifestations.

• **Juin 82** : après le 13 juin à Wrocław, les zomos (CRS polonais) emploient des fumigènes et des canons à eau contre la foule réunie devant le siège du comité de grève d'août 80.

• **Juillet 82** : le 9 juillet, la Commission provisoire de coordination, dans une déclaration, « 5 fois oui » formule les postulats de Solidarité. Le 21 juillet, Jaruzelski annonce que l'état de guerre sera maintenu au moins jusqu'à la fin de l'année et maintenu aussi la libération d'une partie des internés. Le 28 juillet, la commission publie le premier programme du syndicat sous l'état de guerre : « La Société clandestine ».

• **Août 82** : le 13 août, les zomos se livrent à des actes de provocations contre les personnes se réunissant autour de la croix en fleurs de la place de la Victoire à Varsovie, ainsi qu'à Gdansk, Wrocław et Nowa Huta.

• **31 août** : pour le deuxième anniversaire de la signature des accords de Gdansk ont eu lieu d'importantes manifestations : trois morts, quatre mille arrestations.

• **Septembre 82** : début septembre, suite des manifestations dans les rues, notamment à Lubin : quatre morts. Plusieurs dirigeants du KOR sont mis en état d'arrestation.

• **Octobre 82** : le 8 octobre, la Diète met fin à l'existence légale de Solidarność et élabore les statuts des futurs syndicats autogérés et indépendants (sic). Dès le 11, des grèves spontanées éclatent dans les chantiers navals de Gdansk, alors que la Commission provisoire de coordination de Solidarność appelle à la grève pour le 10 novembre.

Groupe Fresnes-Antony

N.B. : ces informations sont extraites du *Bulletin d'information de Solidarność*.



LES élections législatives espagnoles auront donc confirmé les sondages : le Parti socialiste ouvrier espagnol en est sorti grand vainqueur, l'Alliance populaire s'affirme comme force principale de l'opposition, alors que le Parti communiste et l'Union du centre démocratique sont proprement laminés.

Les mystères d'une loi électorale, pourtant basée sur une représentation proportionnelle (« modulée », il est vrai), permettront désormais au Parti socialiste, qui a recueilli 45% des suffrages exprimés, de disposer d'une écrasante majorité au Parlement (plus de deux cents députés sur trois cent cinquante). Il va sans dire que, dans ces conditions, les socialistes auront les mains libres pour développer à loisir leur politique, sans avoir à solliciter l'appui du parti de Adolfo Suarez, le Centre démocratique et social qui espérait bien pourtant, malgré sa faible implantation, pouvoir se trouver à la « charnière » du panorama politique... Avec deux députés élus, il en sera réduit, comme beaucoup d'autres, à une figuration plus ou moins intelligente. Il n'aura, en tout cas, pas réussi sa percée au centre, même si l'UCD, le parti au gouvernement, s'effondre dans des proportions inhabituelles puisque sa représentation aux Cortes passe de cent cinquante-neuf à treize députés. On notera d'ailleurs qu'aucun membre du gouvernement sortant n'a été élu (1).

En fait, l'électorat de l'UCD — franquiste dans l'âme — après avoir suivi un temps Adolfo Suarez, s'est détourné de ce jeune homme trop ambitieux et trop libéral, et s'est aligné sur un nouvel « homme providentiel », le pur et dur Fraga Tribarne qui a ratissé toute l'extrême-droite fasciste comme l'attestent

les échecs du lieutenant-colonel Tejero et du leader de Fuerza Nueva, Blas Piñar... Avec une telle opposition, qui disposera tout de même de cent dix députés, on souhaite bien du plaisir aux socialistes ! D'autant que sur leur gauche le Parti communiste n'a pu sauver que cinq députés d'un naufrage qui le voit perdre en deux ans plus

perdue dans les urnes...

En tout cas, le paysage politique espagnol s'est singulièrement simplifié puisque, système électoral aidant, on retrouve cette bonne vieille bipolarisation que certains commentateurs craignent tant pour l'Espagne. Le « spectre de la guerre civile », comme ils disent ! En réalité les situations sont bien diffé-

c'est le poids de l'anarcho-syndicalisme organisé, le poids de la CNT.

Ce que l'on veut faire passer pour un équilibre gauche/droite n'est en fait qu'un déséquilibre en faveur de la droite la plus réactionnaire, appuyée comme elle l'est par les militaires, les banquiers et l'Eglise ; le PSOE, toutes tendances confondues, se situant au centre de l'échiquier politique. C'est donc bien à gauche qu'il y a un vide !

La CNT d'aujourd'hui, malgré un manque de moyens évidents, a pris date en faisant campagne pour l'abstention (3). C'est particulièrement important au moment où la CNT intervient directement dans des conflits de grande envergure (Mir-Miró, Jerez, El Arahal, Vitrex) et où les syndicats dits « représentatifs » — Union générale des Travailleurs et Commissions ouvrières —, de moins en moins crédibles, vont se trouver enchaînés, par partis interposés, au char de l'Etat.

En tout cas, et dès le lendemain des élections, le pape s'est chargé de dire qui était le véritable maître en Espagne. Ayant fait de l'*Opus Dei* sa garde financière et alors que la remise au pas de la compagnie de Jésus est loin d'être acquise, Jean-Paul II a marqué, avant même l'investiture, les limites de l'action politique des socialistes et l'orientation qu'il entend bien donner à la totalité de l'Espagne.

Décidément, en Espagne comme partout les élections sont bien peu de chose...

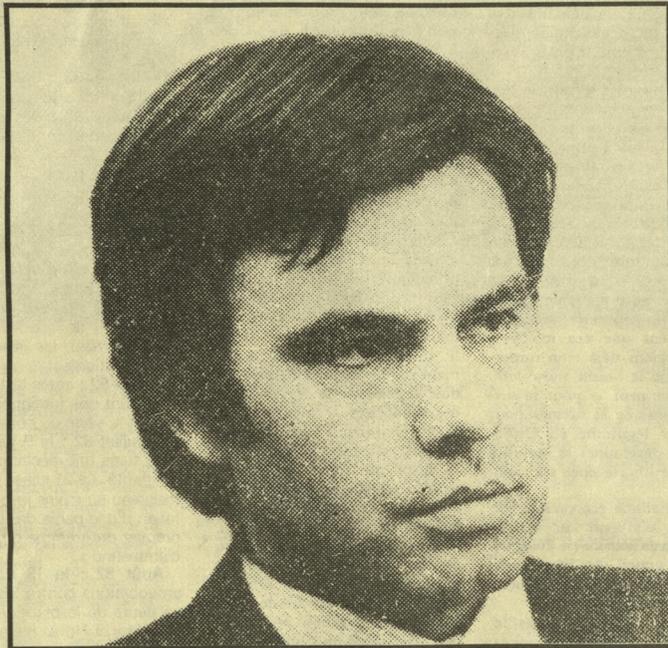
Aimé

(1) Rodolfo Martin Villa, élu pour la province de Léon, était démissionnaire du gouvernement depuis le début de l'été.

(2) Confédération espagnole des droites autonomes.

(3) Il y a environ 25% d'abstentions.

L'Espagne au présent



Felipe Gonzales

de la moitié de son électorat. Les seize autres « Partis communistes » (maoïstes, trotskystes, etc.) qui présentaient des candidats n'ont évidemment eu aucun élu... Bien sûr, le Parti socialiste avait, par avance, fait savoir qu'il n'y aurait pas d'alliance avec le PC, mais l'ampleur de la défaite essayée par ce dernier risque fort de le pousser à tenter de reconquérir « sur le terrain » une audience qu'il a

rentes. Sans même faire appel à l'économie ou à la sociologie, on peut facilement se rendre compte que si l'Alliance populaire d'aujourd'hui n'est pas très différente de la CEDA (2) des années trente, le PSOE vainqueur n'a plus rien à voir avec le marxisme offensif des socialistes d'alors. Mais surtout, et cela n'apparaît évidemment pas à la lecture des résultats électoraux, ce qui a évidemment changé,

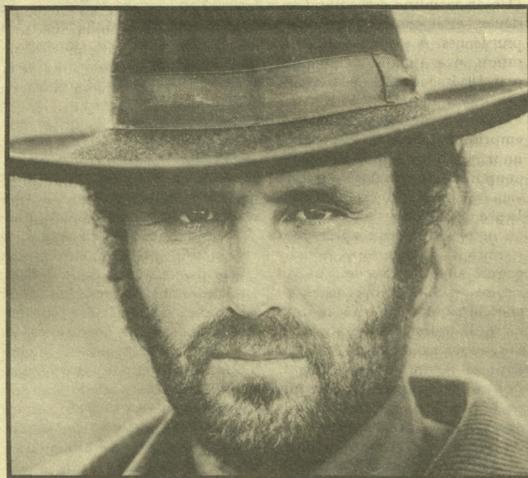
Les ayatollahs sont-ils au pouvoir en Espagne ?

PARTAGEANT son temps entre la chanson et le troupeau de chèvres qu'il élève, José Dominguez Muñoz, « El Cabrero » (Le Chevrier) est l'un des chanteurs de flamenco les plus talentueux et populaires d'Andalousie. Double lauréat du concours national de Cordoue, il a été condamné à deux mois de prison ferme pour blasphème. Les faits qu'on lui reproche sont les suivants : au cours d'un festival de flamenco à Alcolea de Cordoba, en 1981, alors que José Dominguez, « El Cabrero », souffre d'une extinction de voix, un des spectateurs se moque de lui et tente de le ridiculiser. « El Cabrero », dans un mouvement de colère, quitte la scène et déclare qu'il est impossible de poursuivre son tour de chant. Visiblement irrité, tant par le comportement du spectateur que par sa propre situation, il profère le juron le plus usité en Espagne : « Me cago en Dios » (mot à mot : « Je chie sur Dieu » ; cette expression est d'un emploi au moins aussi fréquent que « Nom de Dieu » en France).

C'est le témoignage de la garde civile qui a mené José Dominguez à la prison de Dos Hermanas où il est interné depuis le mercredi 20 octobre, malgré un recours devant le Tribunal constitutionnel et la campagne de solidarité qui se développe actuellement.

Très proche de la sensibilité des paysans andalous et de leurs luttes parce qu'il est un des leurs, « El Cabrero » avait déjà eu maille à partir avec les autorités, en tant que berger, à l'occasion d'un affrontement avec les vigiles de la compagnie minière Andaluza de Piratas.

Plutôt que d'essayer d'entrer dans le Marché commun, une certaine Espagne ferait bien d'entrer, enfin, dans le XX^e siècle, nom de Dieu !



Augustin Souchy

ATTENTION : ANARCHISTE !

AUGUSTIN Souchy est sans doute le plus vieux des anarchistes allemands. Il a fêté ses 90 ans le 28 août dernier.

A 13 ans, il rêve d'une vie de révolutionnaire. A 19, il est emprisonné pour la première fois. Il fait davantage confiance à l'anarchiste Gustave Landauer qu'à Clara Zetkin ou Auguste Bebel.

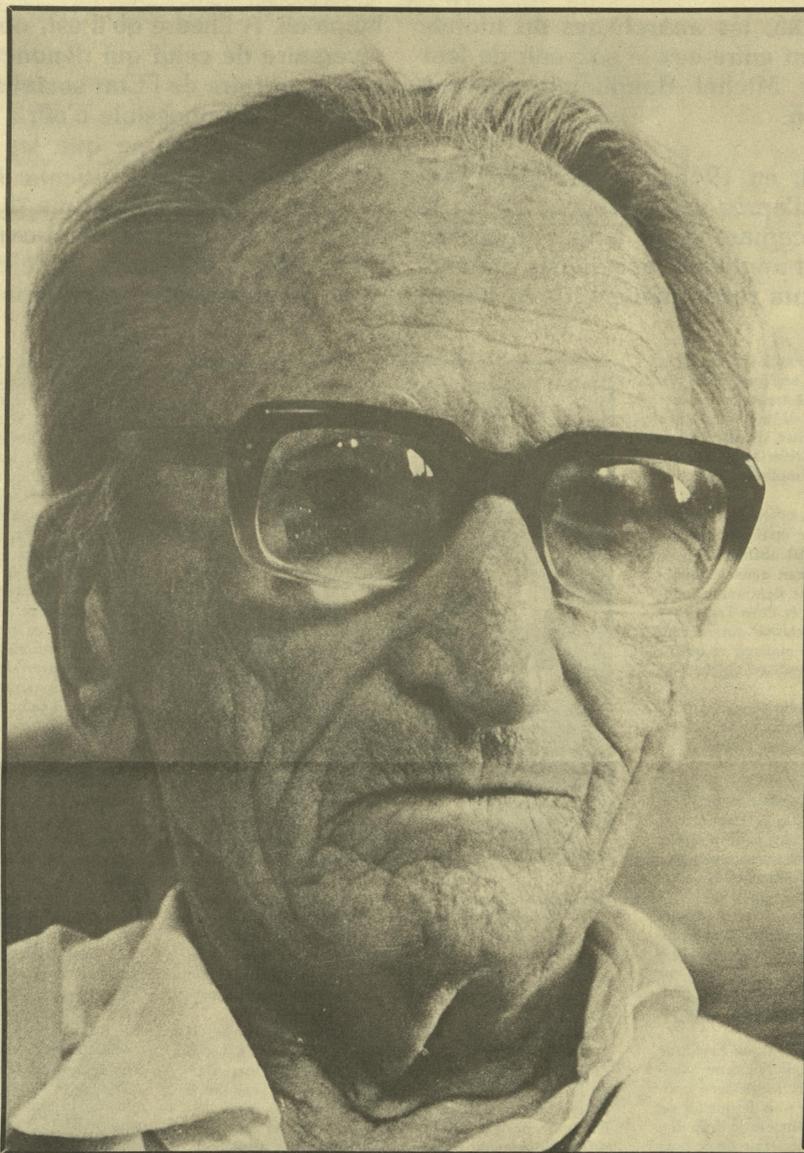
Pour échapper au service militaire, il fuit en Suède. En 1920, Vladimir Illitch Lénine, en personne, tente de le guérir de la maladie infantile : le radicalisme de gauche (1). Sous le régime nazi, par décret du 14 mai 1933, Souchy perd sa nationalité allemande. Quand les premières balles claquent à Barcelone, en juillet 1936, il est sur place. Il annonce à la radio la victoire de la révolution sur les franquistes. Il apprend la fin de cette révolution en France, alors qu'il fuit devant les troupes nazies et franquistes. Grâce à un passeport espagnol, il s'exile au Mexique.

En fait, l'histoire de Souchy est celle de 75 ans de révolutions dans le monde. Sur son mandat d'arrêt en 1914 figurait en grosses lettres : « Attention, anarchiste ».

L'événement le plus marquant de sa vie a été sa rencontre avec Pierre Kropotkine. Durant son séjour en Russie, il a habité chez lui pendant une semaine. Kropotkine, après des années d'exil, était retourné chez lui pour participer activement à la construction d'une société nouvelle, mais il vite été déçu — comme tant d'autres !

La Russie a marqué l'évolution de la pensée politique de Souchy. Il naît en 1892 non loin de la frontière russo-polonaise. A l'époque, la Pologne fait partie de l'empire russe. Son père est l'un des plus anciens sociaux-démocrates de Silésie.

En 1905, lors de la première révolution russe, beaucoup d'ennemis du tsarisme quittent le pays. Augustin écoute les récits des fuyards et rêve de la révolution. Puis il émigre par Berlin où il rencontre Edouard Bernstein, Karl Liebknecht et Clara Zetkin. Il lit Landauer et est gagné par les propositions anarchistes. Il milite activement au sein de l'Union socialiste créée par Landauer, et il connaît les prisons prussiennes. A sa première arrestation, il a 19 ans. C'est le 18 mai 1911, journée du souvenir des morts de 1848. Puis, trois ans plus tard, il est à nouveau emprisonné en Autriche, alors qu'il rencontre des pacifistes anarchistes. La première guerre vient d'éclater, il est insoumis. Les autorités militaires le relâchent peu de temps après pour « raisons de santé ». Souchy gagne alors la Suède. Là, il creuse les idées anarchistes. Il cherche à comprendre la manière dont les hommes peuvent s'organiser sans exploitation, ni autorité de qui que ce soit. Il suit avec horreur les événements de la première guerre. La prise du Palais d'Hiver en 1917 redonne espoir à toute une génération de révolutionnaires. Il consigne cet élan dans sa brochure :



Socialisme et dictature. Il croit à cette révolution.

Après le traité de Brest-Litowsk, des prisonniers de guerre allemands retournent en Allemagne par la Finlande et la Suède. A la gare de Stockholm, Souchy distribue des tracts : « La révolution est préférable à la guerre car elle est moins meurtrière ! »

Il incite les soldats à faire la révolution en Allemagne. La police suédoise l'arrête. Il quitte le pays clandestinement. La Norvège, le Danemark, puis à nouveau la Suède où il écope de six mois d'emprisonnement pour faux papiers. Mais curieusement, le cas Souchy va se transformer en scandale judiciaire. En effet, au moment de la révolution spartakiste en Allemagne, le général Ludendorff, fidèle du Kaiser, s'est réfugié en Suède sous un faux nom sans être pour autant poursuivi. L'avocat de Souchy va se servir de cette affaire pour le faire acquitter. En cellule, Souchy écrit un livre sur Landauer,

assassiné le 2 mai 1919 par la soldatesque lors de l'écrasement de la République des conseils de Munich.

L'horizon politique s'est modifié à son retour en Allemagne. Les sociaux-démocrates sont au pouvoir et tirent sur les ouvriers. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés.

Vers la mi-septembre 1919, les anarcho-syndicalistes allemands fondent la Freie Arbeiter Union Deutschland (FAUD). A son apogée, ce syndicat compte cent mille adhérents. Souchy est rédacteur de l'organe de la FAUD, *Der Syndicalist*. En 1920, déguisé en aveugle, il pénètre dans Stettin. Son but : l'Union soviétique. Il est délégué par la FAUD pour participer, sur invitation de Lénine, au second congrès de la III^e Internationale (2). Souchy, flairant la magouille marxiste, déconseille à ses camarades la collaboration avec le Komintern. Il a aussi appris, entre temps, le sort réservé aux opposants au régime bolchévique dans les pri-

sons de la Tchéka. A son retour de Russie, il écrit un livre sur la condition des ouvriers et des paysans en Ukraine où il critique très vivement le système bureaucratique.

En 1922, les anarcho-syndicalistes, réunis en congrès international à Berlin, fondent l'AIT (Association internationale des travailleurs). Cette organisation compte au moment de sa création deux millions de membres. Trois secrétaires sont chargés des tâches administratives et organisationnelles, parmi eux Souchy.

Il est à Berlin quand Hitler prend le pouvoir. La plupart des bureaux syndicaux de la FAUD sont fermés. De nombreux compagnons ont choisi l'exil. C'est en compagnie d'Erich Mühsam qu'il apprend l'incendie du Reichstag à Berlin. Il sait que Mühsam est recherché et lui propose de le cacher. Mühsam veut fuir à Prague. Ses bourreaux viennent le cueillir au petit matin. Souchy par pour la France.

Le 19 juillet 1936 : la révolution espagnole transforme son idéal de société en réalité. Il arrive quelques jours avant la tentative de putsch de Franco à Barcelone et prend la parole dans une manifestation contre le fascisme. A la veille du putsch, les cénétistes se sont réunis — non pour discuter des salaires — mais pour organiser la résistance effective au fascisme. Des armes sont distribuées, on apprend à s'en servir. Souchy a 46 ans, il n'a jamais été soldat. Les combats de rue à Barcelone durent trois jours. Puis Souchy, en tant que secrétaire aux Relations internationales de la CNT, annonce à la radio la victoire sur les fascistes. Il reste en Espagne durant toute la guerre civile et constate les différences entre les révolutions russe et espagnole. Les syndicalistes espagnols sont partisans des propositions du congrès de Saint-Imier. Les ouvriers et les paysans collectivisent les terres, les moyens de production et de distribution. Ils font tourner les usines à leur propre compte. Mais la coalition fasciste internationale, ainsi que les crapuleries commises dans le camp républicain à l'encontre des anarchistes font basculer l'issue de la révolution. Souchy gagne la France à la veille de l'écrasement de la révolution par les troupes franquistes. Il arrive au Mexique avec des fuyards de religion juive. Là, il travaille comme journaliste et spécialiste de la formation pour les syndicats mexicains. Il revient pour la première fois en Allemagne en 1950.

Auparavant, en 1948-1949, sur invitation du mouvement libertaire cubain, il visite Cuba. En 1960, il fête joyeusement avec ses compagnons la fin du régime de Batista. Mais vers le milieu de la même année, le mouvement libertaire s'effondre complètement.

Aujourd'hui, l'anarchiste de 90 ans attend beaucoup des mouvements pacifistes dans le monde. Il a écrit un manifeste en huit points s'appuyant sur son expérience révolutionnaire.

Augustin Souchy vit à Munich. Très en forme physiquement pour son âge avancé, il est cependant presque aveugle. Il a subi deux opérations et, malgré tout, il s'acharne à lire et à discuter avec un vieux camarade qu'il voit régulièrement. Convaincu de la crédibilité de l'anarchie à 90 ans, il en est toujours, 70 ans plus tard, un farouche partisan.

(1) Allusion au livre de Lénine : *Le Radicalisme de gauche, maladie infantile du communisme*.

(2) La Première Internationale avait cassé en raison de l'opposition Marx/Bakounine, c'est-à-dire socialisme autoritaire contre socialisme libertaire. La seconde, social-démocrate, s'était arrêtée avec la guerre de 14. Lénine voulait refaire, à sa manière, une nouvelle internationale et invitait donc tous les éléments révolutionnaires.

Liste des ouvrages écrits par A Souchy (en allemand) :

- Attention anarchiste : une vie pour la liberté.
- Comment vivent le paysan et l'ouvrier en Russie ?
- Nuit sur l'Espagne.
- Un avenir pour l'anarchisme ?
- Stalinsisme et anarchisme dans la révolution espagnole.
- La révolution sociale en Espagne.
- Amérique latine : entre généraux, paysans et révolutionnaires.

Le texte que nous présentons cette semaine est extrait du mensuel aujourd'hui disparu *Pensée et action*, d'avril 1950. Le court texte de présentation est lui aussi tiré de cette revue.

MICHEL BAKOUNINE VU PAR ERRICO MALATESTA

LE 1^{er} juillet 1926, les anarchistes du monde entier ranimèrent entre eux le souvenir de leur grand pionnier Michel Bakounine, mort à Berne le 1^{er} juillet 1876.

Vingt ans plus tard, en 1946, une première rencontre internationale d'après-guerre réunissait sur la tombe du disparu, les camarades de langue française, allemande, italienne et anglaise, rassemblés pour reprendre l'œuvre toujours recommencée de la liberté

Il y a donc cinquante ans que Bakounine est mort ; et il y a un peu plus de cinquante ans que je le vis pour la dernière fois à Lugano, déjà mortellement atteint et réduit à l'ombre de lui-même. Il me disait, entre le sérieux et le plaisant : « Mon cher, j'assistais à ma dissolution ». Et pourtant sa présence et sa pensée réchauffent encore mon cœur et la remplissent de jeune enthousiasme.

Car telle fut surtout la grande chose en Bakounine : il communiquait la foi ; il donnait la fièvre de l'action et du sacrifice à tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. Lui-même disait souvent qu'il faut avoir « le diable au corps ». Et Bakounine mourant avait encore dans le corps — et dans l'esprit — cette présence du grand rebelle mythique qui ne veut pas de dieux, qui ne connaît pas de maîtres, et qui ne s'arrête jamais dans la lutte contre tout ce qui entrave la pensée et l'action.

Je fus « bakouniste », comme le furent tous mes camarades de ces générations, hélas ! désormais lointaines. Aujourd'hui — et depuis déjà de longues années — je crois avoir cessé de l'être.

Mes idées se sont développées et modifiées. Aujourd'hui, je trouve Bakounine trop marxiste dans l'économie politique et dans l'interprétation de l'histoire. Je trouve que sa philosophie se débat, sans issue possible, dans une contradiction entre la conception mécaniste de l'univers et la foi implicite dans l'efficacité de la volonté.

Mais tout cela importe assez peu. Les théories sociales sont des formules incertaines et changeantes ; et la philosophie, faite généralement d'hypothèses campées dans les nuages a, en réalité, peu ou point d'influence sur la vie. Voilà pourquoi Bakounine reste toujours, malgré tous les désaccords possibles, notre grand exemple et notre fort inspirateur.

De lui est toujours bien vivante la critique profonde du principe d'autorité et de l'Etat qui l'incarne ; toujours vivante est la lutte contre les mensonges politiques, la critique des deux formes sous lesquelles on opprime et exploite les masses : la démocratie et la dictature. Vivante est la répudiation magistrale de ce faux socialisme que Bakounine appelait « endormeur », et qui, consciemment ou inconsciemment, tend à consolider la domination du privilégié en berçant les travailleurs de vains espoirs. Et vivants sont, par-dessus tout, sa haine intense contre ce qui dégrade et humilie l'homme, et son amour sans limite pour la liberté humaine, pour la liberté tout entière.

Que les camarades pensent aujourd'hui à la vie de Bakounine, qui fut si pleine de lutttes, idéales et pratiques, et qu'ils cherchent à en suivre les traces — même de loin comme nous — chacun selon ses facultés et ses possibilités !

Ma première rencontre avec Bakounine

C'était vers la fin de l'été 1872, à Naples. La Fédération napolitaine de l'Internationale des travailleurs nous avaient délégués, Cafiero et moi, pour la représenter au congrès qui devait se tenir en Suisse — et qui se tint, en effet, à Saint-Imier, dans le Jura bernois. Ce congrès visait à une entente entre toutes les sections de l'Internationale, révoltés contre le Conseil général. Sous la direction de Karl Marx, le Conseil voulait soumettre toute l'Association à son autorité dictatoriale, et l'amener à poser en principe, non la destruction, mais la conquête du pouvoir politique, contrairement à la volonté de la plupart des membres.

J'étais tout enflammé pour ces lutttes, dont devait dépendre le sort de l'Internationale et l'avenir de l'action révolutionnaire et socialiste.

Jeune, faisant mes premières armes, j'étais naturellement tout heureux de pouvoir aller au Congrès et d'entrer en relation directe avec des camarades des

humaine. A l'heure qu'il est, nous célébrons le 74^e anniversaire de celui qui dénonça le premier le caractère totalitaire de l'Etat socialiste.

Il semble impossible d'offrir un plus bel hommage à Michel Bakounine que les souvenirs personnels évoqués jadis dans *Pensiero e Volontà*, de Rome, par celui qui fut son plus jeune disciple, Malatesta, terminant alors dans la demi-captivité fasciste une vie admirable de cohérence et de courage. Nous laissons donc la parole à ce mort pour parler de son aîné :



divers pays. J'étais — sans doute — plein d'orgueil à l'idée de faire entendre ma voix ; à cet âge, quand on a quelque tempérament, on est toujours un peu trop plein de soi-même. Mais ce qui surtout me mettait en agitation, c'était la pensée que je connaissais Bakounine — et qu'à n'en pas douter, je deviendrais son ami personnel.

Bakounine, à Naples, était une sorte de mythe. Il y était allé, si je ne me trompe, en 1864 et en 1867. Et il avait laissé une impression profonde. On parlait de lui comme d'un être extraordinaire ; et, comme il advient d'habitude, on exagérait ses qualités et ses défauts. On parlait de sa taille gigantesque, de son appétit formidable, de sa façon souverainement négligente, de se vêtir, de sa magnanimité pantagruélique, de son mépris absolu de l'argent. On racontait qu'il était arrivé à Naples avec une grosse somme au moment où s'y rencontraient souvent des révolutionnaires polonais qui avaient fui la répression consécutive à l'insurrection de 1863. Bakounine donna tout simplement la moitié de ce qu'il possédait au premier Polonais besogneux qu'il rencontra ; ensuite la moitié de ce qui lui restait au deuxième Polonais, et ainsi de suite, jusqu'au moment bientôt arrivé où il ne lui resta plus un sou. Alors, il



distribua, dit-on, l'argent des amis, avec la même indifférence de gentilhomme qu'il avait mise à donner le sien.

En fait, une légende plus ou moins fondée se forme autour du nom d'un homme sortant de l'ordinaire par le caractère et les opinions. A Naples, on parlait beaucoup, dans tous les cercles avancés (ou se croyant tels) des idées prodigieuses de Bakounine. Ce Russe était venu bousculer toutes les traditions, tous les dogmes sociaux, politiques et patriotiques, considérés jusqu'alors par la masse des « intellectuels » napolitains comme des vérités sûres et hors de discussion. Pour les uns, Bakounine était le barbare du Nord, sans Dieu et sans patrie, sans respect pour aucune chose sacrée ; il constituait un danger pour la sainte civilisation italienne et latine. Pour les autres, c'était l'homme qui avait porté dans les traditions napolitaines un souffle d'air salubre, qui avait ouvert les yeux de la jeunesse, qui lui avait dévoilé de nouveaux et vastes horizons : en fait, ses disciples, les Fanelli, les De Luca, les Gambuzzi, les Tucci, les Palladino, etc., furent les premiers socialistes, les premiers internationalistes, les premiers anarchistes de Naples et de l'Italie (...).

(...) Pour finir, je raconterai un épisode caractéristique. Peut-être l'ai-je déjà rapporté ; mais, en tous les cas, il mérite bien d'être rappelé.

Au congrès de Saint-Imier, c'était le moment où Marx, Engels et leurs disciples, par rancune partisane et par vanité personnelle offensée, s'efforçaient le plus de répandre la calomnie contre Bakounine, qui était décrit comme personnage équivoque, peut-être même un agent du tzarisme.

Un jour, on parlait de la chose devant Bakounine, et tous se montraient justement indignés, quand un de nous, ne se rendant pas compte de l'énormité qu'il disait, sortit cette proposition : « Il faut payer ces gens avec leur propre monnaie. Ils calomnient, calomnions aussi ».

Bakounine se secoua comme un lion blessé, foudroya d'un regard insolent. Il s'éleva en toute sa gigantesque personne et cria : « Que dis-tu, malheureux ? Non, mieux vaut être plutôt mille fois calomnié, même si les gens devaient y croire, que de s'abaisser devant soi-même jusqu'à être un calomniateur. »

Je vois encore son geste dans mon âme.

Les principes anarchistes

Des principes anarchistes furent adoptés en 1872 par la Première internationale au congrès de Saint-Imier, sous l'inspiration de Bakounine. Ils étaient formulés comme suit :

- 1) la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir des travailleurs ;
- 2) toute organisation d'un pouvoir politique, soi-disant provisoire et révolutionnaire, tendant à cette destruction, ne saurait être qu'une tromperie de plus, aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants ;
- 3) repoussant tout compromis, pour aller droit à l'accomplissement de la révolution sociale, les travailleurs du monde entier doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Les principes de Saint-Imier continuent à marquer pour nous le droit chemin.

Qui a tenté d'œuvrer pour l'émancipation humaine en les négligeant s'est égaré parce que le pouvoir politique, compris d'une façon quelconque — comme Etat, dictature ou Parlement — ne peut que ramener les masses à l'esclavage. Toutes les expériences faites jusqu'à aujourd'hui l'ont prouvé.

Inutile d'ajouter que, pour les congressistes de Saint-Imier, comme pour nous et pour tous les anarchistes, l'abolition du pouvoir politique est inconcevable sans la destruction simultanée du privilège économique.

Errico Malatesta

Prix littéraires et télévision

De la nécessité de réinventer de nouveaux canaux de distribution du livre

COMME chaque année en novembre, en même temps que les feuilles mortes, tombent les prix littéraires. Une institution, un rite, un marché. Et c'est parce que c'est d'un grand marché qu'il s'agit qu'on en parle tant. Si c'était de la naissance d'un chef-d'œuvre, on serait plus discret. Pour la bonne raison que les œuvres qui deviennent des chefs-d'œuvre, qui deviennent des classiques, il faut le temps pour les digérer.

Je me souviens qu'en mai 68, faisant partie d'une délégation d'écrivains rencontrant une délégation d'ouvriers du livre, l'un de ces derniers nous avait dit, ce qui m'est encore resté sur l'estomac : « Ne nous égarons pas, pour nous le livre c'est un objet comme un autre. » Si le livre est un objet comme un autre, il est bien naturel qu'il soit commercialisé comme tout autre objet destiné à être vendu. D'où le marketing qui s'est emparé du livre, la pub, le forcing sur les ventes, la surproduction des titres, les super-remises, le discount, le livre objet vendu au rabais dans les super-marchés, etc. D'où encore la concurrence effr-

née entre éditeurs, s'arrachant les vedettes qui font de gros tirages, se concentrant en firmes gigantesques, à tel point qu'il n'existe que quatre grands prix littéraires seuls dépositaires du pouvoir de lancer un écrivain comme on lance une marque de lessive, comme il n'existe qu'une seule émission de télévision capable d'imposer un auteur et un livre à tel point que beaucoup de libraires se contentent de regarder « Apostrophes » pour faire leurs commandes de livres.

Si le livre n'est qu'un objet comme un autre, tout cela est logique et les écrivains n'ont d'autre solution que de s'insérer dans une économie de marché ou se taire. Nous, nous pensons, nous croyons que le livre n'est pas un objet comme un autre parce que c'est un objet pensant. Le véhicule une pensée, une idée, une idéologie, un rêve, une passion, un amour, un souvenir, une nostalgie, une envie, un regret, un remord, un idéal... Le livre est bien sûr matière, mais il est aussi esprit. C'est la partie esprit du livre qui se commercialise difficilement. C'est elle qui finalement est reçue ou non reçue par d'autres esprits, par

d'autres pensées, qui vont le véhiculer et le mener vers la postérité ou l'oubli. Car finalement seuls les lecteurs sont juges et font la longévité d'un livre en lui donnant son ultime diffusion.

Mais c'est la première diffusion qui est difficile, le premier contact avec les lecteurs. Il existe des livres qui ont des lecteurs potentiels et ne les trouvent pas parce que ces lecteurs ne sont pas informés. D'où le formidable pouvoir de l'information et par là même des grands prix littéraires et de la télévision. Pouvoir si monstrueux qu'il rend presque tous les autres dérisoires et que si les choses continuent comme elles sont, les éditeurs finiront par ne publier que des romans susceptibles de recevoir l'un des quatre ou cinq grands prix de fin d'année et des auteurs télévisés. Car il ne suffit pas d'être invité à la télévision, encore nous demande-t-on d'être de bons comédiens.

La grande presse va faire son habituel cinéma au sujet des prix, regrettant que celui-là ne l'a pas parce qu'il est homosexuel et qu'un homosexuel a déjà reçu le prix Goncourt il y a deux ans, qu'une Québécoise aurait pu l'obtenir si une Acadienne ne l'avait déjà reçu, qu'on ne pouvait encore le donner à un auteur Grasset puisqu'un auteur Grasset l'avait eu l'an dernier, que de toute manière le Prix interallié est réservé à Grasset, etc. Habituelle comédie assez répugnante, mais qui fait, comme on dit, le bonheur de la presse.

On se souvient que notre ami Bernard Clavel a démissionné de l'Académie Goncourt avec fracas parce qu'il ne pouvait plus supporter le cirque de novembre.

Ne nous trompons pas sur les prix littéraires. Ils ne sont qu'une partie du système marchand du livre et les académiciens de ces prix, qui disposent d'un pouvoir fabuleux, sont en réalité prisonniers eux-mêmes d'un système monstrueux qui n'est que le reflet des holdings et des lobbies de notre société capitaliste. Le drame, c'est que si on regarde en face, de l'autre côté des murs des pays de l'Est, ce n'est pas plus gai. Il n'y a pas d'économie de marché, le livre n'est pas imposé par des lobbies, mais il n'y a pas de livres ni d'autres écrivains créateurs que clandestins ou émigrés.

La solution ? Je n'en vois pas d'autre, à l'Est comme à l'Ouest, que l'éclatement d'un pouvoir centralisateur oppressant aboutissant fatalement à un dirigisme culturel (dirigisme politique ou dirigisme commercial). Multiplier les chaînes de télévision, multiplier les stations de radios indépendantes, les éditeurs régionaux, inventer de nouveaux canaux de distribution du livre. Echapper au monopole parisien, à l'intellectocratie, au parisianisme, dont les grands prix littéraires, comme la télévision d'Etat, ne sont que l'expression. Mais ceci est une autre histoire.

Michel RAGON

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste : le calendrier 1983 du Monde libertaire :



1983

CALENDRIER

le monde libertaire

Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la Liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien d'autant que des mensonges (...).

Je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productives librement organisées et fédéralisées dans les communes mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

Michel Bakounine

Un choix de douze premières pages du Monde libertaire et une couverture, éditées par le groupe Jacob de la Fédération anarchiste sur papier glacé, format 30 x 40, en deux couleurs : noir et rouge. Prix : 20 F + frais de port x 5,80 F.

Il est disponible à la librairie Publico, 145, rue Amelot Paris-11^e.

SÉLECTION RADIO/T.V.

POUR des raisons de manque de temps pour le chroniqueur, cette rubrique est un peu écourtée. Nous essaierons de faire mieux la prochaine fois...



RADIO

— **France-Culture** : le 12 nov. à 20 h : *André Frédérique*. Evocation d'un homme surprenant et d'une œuvre exemplaire.

Le 14 nov. à 14 h : théâtre ouvert : *Écritures de femmes*. Une série de cinq émissions. Le texte choisi est aujourd'hui : *Loïn du grenier* de Mona Thomas.

Du 14 nov. au 28 nov. à 20 h : *Albatros*. Un chômage à Benjamin Fondane.

Le 15 nov. à 20 h : *Memed le mince*. Un Robin des Bois moderne en Turquie raconté par un des plus grands écrivains turcs contemporains, Yachar Kemal.

Le 16 nov. à 9 h : traditions païennes en Bulgarie. Invoisemblable, le paganisme constitue dans ce pays un phénomène de masse.



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 11 nov. à 22 h : histoire de la vie (n° 6) : *L'Homme entre en scène*. L'homophilis il y a 300 000 ans en Afrique orientale.

Le 13 nov. à 16 h : cinéma et actualité, présenté par Frédéric Mitterrand. Au sommaire : le Liban, le goulag et la Pologne.

Le 16 nov. à 20 h 35 : *Histoire de rire*. Une farce d'Armand Salacrou.

Le 17 nov. à 20 h 35 : *Le Dossier Wallenberg*. Une des énigmes de l'histoire contemporaine.

— **A2** : le 12 nov. à 23 h : cycle Sternberg : *Les Damnés de l'océan* (1928, muet). Un cinéma très personnel.

Le 13 nov. à 17 h 50 : *Carnets de l'aventure*. Cette semaine, à recommander l'excursion de la face vierge de Snowdome : un mur de glace de mille mètres de haut.

Le 15 nov. à 20 h 35 : une fois n'est pas coutume, nous conseillerons la vision du *Grand Échiquier*. Pourquoi ? parce que Jean-Pierre Rampal, un très grand flûtiste, en est l'invité.

Le 17 nov. à 17 h 40 : terre des bêtes : *Mattanza, la pêche au thon*. Quand l'économie et l'idéologie ne font pas bon ménage.

— **FR3** : le 11 nov. à 20 h 30 : *The Missouri Breaks* (1976). Un classique d'Arthur Penn avec Marlon Brando et Jack Nicholson.

Le 12 nov. à 22 h 30 : cinéma de minuit : *Mister Flow* (1936) de Robert Siodmak, avec Feuillère, Jovet et Gravey.

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Mercredi 10 novembre : « Labourage de crâne » (12-14 h) : Monique Morelli, chanteuse ; « L'invité quotidien » (20-22 h) : Jacques Roussel : La Maison du poète, et Jean Coudret, poète.

• Jeudi 11 novembre : (9-10 h) : Brigitte Savanne ; (10-14 h) : l'Union pacifiste de France, avec Maurice Laisant.

Exceptionnellement, et en raison du gala de soutien à Radio-Libertaire et au Monde libertaire, les émissions en direct s'arrêteront à 18 h.

• Vendredi 12 novembre : « Le magazine pour rire » : invités : Jean-Claude Bramely et Xavier Lacouture ;

« L'invité quotidien » (20-22 h) : l'exploitation des travailleurs dans les restaurants parisiens.

• Samedi 13 novembre : « Croissant-Show » : spécial antimilitarisme.

• Mardi 16 novembre : (9-10 h) : Isabelle Botton ; (12-14 h) : « Le Bois lacté » (théâtre) ;

« Le magazine pour rire » (14-18 h) : Henri Tachan ;

« L'invité quotidien » (20-22 h) : Freiermuth : l'antimilitarisme sous la Commune de Paris.

• Mercredi 17 novembre : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Marc Ogeret nous parle et nous chante Bruant.

• Jeudi 18 novembre : « L'invité quotidien » (20-22 h) : le Coral.

Nouvelles émissions :

Dimanche : de 12 h à 14 h : « La chanson de Paris », animée par Angelo Pradier ;

de 14 h à 16 h : « Omnibus 16 » : chansons sur un thème ; rubriques cinéma, BD, livres, infos ; station underground, musiques « parallèles » de tous les pays et des invités ;

et toujours, de 16 h à 18 h : « Deux heures sur les genoux de tonton Gougoud ou quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver », avec Henri Gougoud.

Une nouvelle rubrique gastronomique, « Le drapeau noir flotte sur la marmite » ou « Ne laissons pas à la bourgeoisie le monopole de la gastronomie », de 19 à 19 h 30.

Les mercredis, de 16 h à 17 h : une nouvelle rubrique sur la culture et la civilisation indienne.

La Ligue des droits de l'homme s'exprimera sur Radio-Libertaire le premier et troisième vendredis de chaque mois, dans le cadre de « L'invité quotidien », de 20 h à 22 h.

A INSI, ça y est ! Après quelques mois d'euphorie, le grand virage du gouvernement socialiste qui, lui, permettra le relais de la droite, est amorcé ! Delors avait donné le coup d'envoi en prononçant sa petite phrase : « Le SMIC n'est ni une voiture-balai ni une locomotive », ce qui, pour les politiciens, est une évidence : le SMIC étant un argument électoral, sans plus. Au cours de sa conférence de presse, Mauroy a pris le relais, a mis les points sur les « i », mettant fin aux espoirs des électeurs naïfs. Il l'a fait en politicien chevronné, en se servant de deux adjectifs qualificatifs de qualité ! Le premier servait à nous informer que les temps de la « rigueur » étaient venus et, en le regardant sur mon poste de télévision, j'avais l'impression que dans sa bouche le mot s'arrondissait avec une technique qui a dû ravir monsieur Barre. La « rigueur », précisait-il, comme un « moyen », et non comme une fin ! Ce qui se traduit, si je comprends bien, par « Serrez-vous la ceinture » c'est le moyen de s'en sortir, et « Demain on rasera gratis » c'est la fin !

Le second de ces adjectifs est croquignolet ! Il s'agit de l'« inflexion » du gouvernement socialiste ce qui est, selon lui, le moyen de tenir les promesses faites à l'électeur. On doit reconnaître que son passage au pouvoir a rodé monsieur Mauroy et qu'il fait preuve d'une souplesse de reins qui aurait réjoui Guy Mollet, son prédécesseur à la tête du Parti socialiste. « Inflexion » sa politique en tenant les promesses faites, avouez qu'il faut le faire !

La pilule est amère. Les syndicats poussent des cris de châtiments, la houle secoue le groupe parlementaire socialiste, les communistes jouent au jeu « Retiens-moi ou je fais un malheur. » « Ils crient, ils paieront », disait Mazarin, un personnage qui, pour tirer du pognon des poches du populaire, aurait pu donner des leçons à Fabius lui-même. Ne nous berçons pas d'illusions, il n'y a rien à espérer du marchand parlementaire dans lequel les hommes sont devenus des machines à voter. A voter pour ou à voter contre, avec juste ce qu'il faut de grogne pour sauver la face. D'ailleurs, Mauroy et son gouvernement ne peuvent pas faire d'autre politique. Ils sont ficelés dans des situations et des inégalités acquises dont ils ne peuvent se dépêtrer car elles se trouveraient remises

Après la foire aux illusions électorales, Mauroy et Delors nous proposent la rigueur économique



en question, et dans ce pays on a fait des « révolutions bourgeoises » pour moins que ça !

Les salaires resteront bloqués sous une forme ou sous une autre, et on prendra un fil à couper le beurre pour déterminer si le pouvoir d'achat a baissé lorsqu'on ne le calcule que sur les salaires, ou s'il a augmenté si on y joint les prestations sociales. Soyons sûrs que les économistes distingués de nos feuilles quotidiennes, qui nous assuraient avec M. Barre qu'on atteignait le bout du tunnel, nous referont leur numéro de voltige avec le même succès.

La « Chambre introuvable de gauche » ne pouvait pas adopter une autre politique. Dans le cadre du système libéral du profit, il était inévitable qu'après un coup de barre à gauche le fléau revienne à droite avec la vitesse qu'impose le système.

Les sous, pour faire tourner la machine d'Etat, il faut bien les prendre quelque part ! Et ce quelque part, c'est soit les salaires, soit les profits, à moins qu'on en revienne à la planche à billets qui ne fabrique que du vent et au bout duquel il y a

la catastrophe.

Gattaz a bien compris le problème. Dans le cadre du système en place, la marge est étroite et le bougre fait la pute. Pour le patronat, le seul problème consiste à ratisser tout ce que les équilibres indispensables du produit national brut laisse en le répartissant entre les salaires et les profits. Tantôt le personnage donne des brevets de satisfaction à Mauroy, tantôt il hurle qu'on étrangle les entreprises, et chaque fois le gouvernement socialiste cède ! Le cliché qui, en toile de fond, sert à justifier à la fois l'impudence du patronat et la faiblesse du gouvernement relève d'un chantage bien ajusté. Si vous ne permettez pas aux chefs d'entreprises de gagner de l'argent, alors vous allez les démobiliser, tuer l'esprit d'entreprise ! C'est tout juste si on ne nous menace pas de voir des malheureux patrons quitter leur bureau dictatorial pour aller postuler une place de manoeuvre-balai dans leur taule. J'exagère, mais enfin on a pu voir des esprits distingués comme M. François de Closets reprendre à leur compte cet argument éculé. Et si on leur disait « chiche »

aux patrons ? Et si on proposait à ceux qui se trouvent insatisfaits de leurs moyens d'existence de laisser la place à une coopérative de production... pour voir ?

Le blocage des prix et des salaires, et ensuite leur mise en liberté surveillée, découle de la situation de l'économie internationale, du rétrécissement des marchés, de l'augmentation du nombre des producteurs dans le monde et, par conséquent, de la nécessité d'un nouvel équilibre qui seul peut freiner la détérioration du système capitaliste. Il s'agit d'un phénomène mondial qui se développe partout avec plus ou moins d'acuité suivant les richesses et les moyens techniques des nations. Il est irréversible, chacun aujourd'hui s'en rend compte, et on dit sur l'avenir de la société et sur les mutations imprévisibles qui nous attendent ce que je ne cesse, pour ma part, de proclamer depuis l'échec de l'expérience Barre.

Les populations regardent toutes ces contorsions de l'économie, cramponnées aux maigres avantages que chacun se persuade de posséder. Les populations sentent bien que cette

gymnastique électorale entre la gauche et la droite ne résoudra aucun des problèmes que les mutations soulèvent. Mais la population ne sait pas, ne sent pas ce qui demain pourrait prendre la relève d'une économie qui a fait son temps. Elle espère désespérément que de toute manière leur statut particulier, leurs us et coutumes seront sauvegardés. Ce n'est pas nouveau, c'est l'esprit qui a présidé à toutes les mutations profondes qui ont bouleversé l'humanité. Mais cette crainte générale n'a jamais empêché les évolutions et souvent elles les ont accélérées, car il suffit que le mouvement « révolutionnaire » se mette en marche pour que rapidement il s'emballé, dépasse toutes les prévisions, et que les populations deviennent enrégées.

Le socialisme avait une carte à jouer. Dans le jeu de bascule qui fait que devant les difficultés économiques les gouvernements de droite remplacent les gouvernements de gauche et que les gouvernements de gauche remplacent les gouvernements de droite, cinq des partis socialistes de l'Europe occidentale se trouvaient au pouvoir. Une petite internationale des gouvernements socialistes, somme toute ! Et que voyons-nous ? En France comme en Espagne, en Grèce comme en Suède ou en Autriche, ces gouvernements socialistes font des politiques économiques différentes, celle des intérêts particuliers de leur bourgeoisie. Ils sont devenus réellement ce qu'on leur prétait depuis toujours : des gérants honnêtes des systèmes capitalistes en place. Ils se sont coulés dans les intérêts particuliers de leur classe dirigeante et participent à la guerre économique qui oppose les nations économiquement développées. Et ce ne sont pas les quelques gadgets qu'ils consentent aux classes pauvres qui changera quelque chose à leur capitulation en rase campagne devant le capitalisme international.

Le temps des illusions est passé. Delors et Mauroy ont vendu la mèche, nous savons aujourd'hui qu'après la foire aux illusions électorales une seule solution demeure dont personne n'ose plus parler de peur d'être considéré comme rétrograde et que moi je répète sans cesse : c'est la révolution économique et sociale, égalitaire et libertaire.

Maurice JOYEUX

**MAUROY
BLUES**

LE 13 juin dernier, Delors et Mauroy, dans un conseil restreint des ministres, avaient fixé ce qu'ils appelaient les mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc, c'est-à-dire le blocage des prix et des salaires. ce qui faisait dire aux esprits chagrins, dont nous sommes, qu'une fois de plus la gauche faisait la politique de la droite et que derrière Delors se cachait Raymond Barre.

Quelques mois plus tard, alors que les prix et salaires sont théoriquement débloqués, André Laignel, député de l'Indre et secrétaire national du PS déclare à Pierre Mauroy que « trop c'est trop et qu'il se trompe de route ».

Dans une interview accordée au *Matin*, il affirme entre autres : « Nous n'avons pas été élus pour faire la politique du patronat. » Voilà qui pose le problème dans des termes clairs !

Du côté syndical, ça ne va plus, même la CFDT grogne : « Gauche, où est ton projet social ? », avertit Edmond Maire dans un éditorial de *Syndicalisme hebdo*. Il a même dit que le gouvernement faisait « preuve d'hypocrisie ». Diable, ça va loin ! Que la CGT ou FO soient hostiles au blocage des salaires, c'est dans leur jeu, mais que la centrale du square Montholon n'ait plus confiance dans les projets impénétrables du gouvernement, c'est nou-

veau ! Faut-il donc vraiment voir dans les « buts inavouables » du blocage la plus simple confortation du profit des entreprises ? Le rêve de Raymond Barre serait-il enfin réalité ? Toutes ces questions, arrivent aux lèvres de ceux qui, il y a quelque temps, soutenaient à fond le gouvernement. Ils devraient aller voir des pays comme la Scandinavie ou l'Allemagne où le syndicalisme majoritaire est « subjugué » par la social-démocratie : cotisations syndicales prélevées directement sur le salaire, droit de grève plus qu'amointri, sans oublier que question « démocratie interne » les tenants de l'Internationale socialiste n'ont rien à envier aux staliniens...

« Qu'un gouvernement de gauche accorde tout cela est invraisemblable. Il parle strictement notre langage. Même la droite n'a jamais été aussi loin... ». Ainsi s'exprimait dans les pages de *Libération* un petit patron métallurgiste de Corbeil. Tirons le rideau ! Pour nous, anarchistes, le socialisme ne passe pas par le contrôle de l'Etat, par le parlementarisme. La gestion de ces organes de la bourgeoisie amène inévitablement à perpétuer le capitalisme. Certains semblent naïvement s'en apercevoir aujourd'hui. Fallait y penser avant, quand il « fallait » voter pour des candidats ouvriers (sic) !

Fernand BERNARD